

# **PEUGEOT, RENAULT: réductions d'effectifs et licenciements**

P. 6 et 7

# **lutte ouvrière**

**Afrique du Sud :****le 16 juin 1976****la révolte****de Soweto**

P. 10

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 889 - 15 juin 1985 - prix : 6 F

**A dix ou  
à douze  
c'est  
toujours  
l'Europe  
des  
frontières**



**Israël : bilan de trois ans  
d'occupation du Liban**

P. 11



# sommaire

## Dans le monde

page 9 :

- Le cadavre de Mengele et la décomposition de la société.
- Emeutes paysannes en Algérie.

page 10 :

- Afrique du Sud : le 16 juin 1976, la révolte de Soweto.

page 11 :

- Liban : Israël retire ses troupes et reconnaît son échec.

page 12 :

- Argentine : le mécontentement grandit contre Alfonsín.

page 20 :

- Italie : la classe ouvrière n'a rien à attendre des urnes.

## En France

page 5 :

- A propos du film *Des terroristes à la retraite* : du cinéma... à la télévision.
- La campagne de diversion du PCF.

page 6 :

- Renault : Besse dévoile sa politique de licenciements.
- Un mort aux Cycles Peugeot Beaulieu.

page 7 :

- Peugeot Sochaux : effectifs réduits, salaires légers et cadences turbo.

page 8 :

- La lutte contre le chômage, vue par les patrons.
- La gentille condamnation des frères Willot.

page 13 :

- La bataille des CE à la SNCF.
- EDF : dioxine connexion.

page 14 :

- CCP La Source Orléans ; Arsenal de Lorient.

page 15 :

- Arsenal de La Ciotat ; Leroy-Somer Gond-Pontouvre Thomson Gennevilliers ; SAFT Bordeaux.

page 16 :

- CRAM Rouen : Atelier SNCF Nanterre-La Folie ; OCE France Montreuil ; Gestetner.

## LOISIRS

page 17 :

- Livres : *Iran, la révolution islamique* de C. Haghighat ; *Les enfants du soleil* de P. Gedge ; *La ville du sud d'I. Kadaré* ; *Métropole* de D. Daeninckx.

pages 18 et 19 :

- Films : *Assoiffé* ; *Witness* ; *La rose pourpre du Caire* ; *Escalier C*.
- Théâtre : *Chez Pierrot* de J.C. Grumberg.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

## EN BREF

### Echangerai taupe KGB contre infiltré CIA

Le commerce Est-ouest vient d'enregistrer un contrat record en matière de troc. Vingt-cinq espions occidentaux, dont dix-sept Allemands de l'Ouest, ont été échangés contre quatre agents de l'Est : un Polonais, un Bulgare et deux Allemands de l'Est détenus aux États-Unis.

Après trois années de négociations (le récent voyage de Fabius en RDA est donc pure coïncidence) entamées au plus haut niveau dans le plus grand secret, l'échange a eu lieu sur le pont de Berlin spécialisé dans ce genre d'échanges. Surprise : la télé allemande était là et a filmé l'échange en direct.

Si on a bien compris, il n'y a pas que les espions capables de dérober de prétendus secrets d'Etat : les journalistes de la télé sont aussi redoutables qu'eux. De là à en conclure que toutes ces affaires « taupe-secret » sont de la poudre aux yeux destinée à la crédulité des peuples... C'est sans doute pour essayer de faire un peu plus sérieux que les responsables américains ont immédiatement précisé que ce n'étaient pas des super-agents mais du menu fretin qui a franchi le rideau de fer devant les caméras.

### Le futur avion de combat Dassault et la CGT

Chez Dassault, le salon aéronautique du Bouget a été l'occasion pour la CGT de mener une campagne — qu'elle a commencée il y a déjà quelque temps — en faveur de l'avion de combat français. C'est par un oui tricolore qu'elle nous invite à soutenir « Le Rafale » — nom de baptême donné par Dassault à ce futur engin de mort — pour, entre autres, « la paix et les libertés » et « une modernisation au service de l'homme ». Chacun appréciera le caractère éminemment libre, moderne et utile du service dont la CGT se fait l'avocat !

### Ça souffre pas cher

Huguette Bouchardeau se démène. Elle vient d'annoncer, en tant que ministre de l'Environnement, la création d'un nouvel organisme, la Mutuelle de l'Air, qui « permettra d'aider les industriels qui veulent limiter la pollution par les oxydes de soufre ».

Cette Mutuelle sera alimentée par une redevance que paieront les industriels qui rejettent plus de 25 000 tonnes de soufre par an (il paraît qu'il y en a 400 en France : des centrales thermiques, des raffineries, des usines de chauffage urbain, les grandes chaufferies industrielles).

Le soufre est en effet le principal responsable des dégâts causés par les pluies acides, comme par exemple la destruction de 36 000 hectares de forêts vosgiennes (le coût des dégâts a été estimé à 25 milliards de francs par an en 1980).

Seulement, les équipements de désulfuration sont ruineux, paraît-il, tandis que le prix de la redevance, 130 F par tonne de soufre rejetée, ne l'est pas du tout. Alors, qui va aider qui, et comment ?

Prenons le pari que les industriels sauront faire leurs calculs et que, quoi qu'en dise Bouchardeau, la pollution par le soufre n'est pas près de diminuer...

### Tourcoing : les policiers ne manquent pas d'estomac

Un juge d'instruction de Lille a inculpé trois gardiens de la paix et un brigadier-chef de Tourcoing, à la suite de la plainte déposée par un patron de café algérien qui les accuse de l'avoir jeté à terre et frappé à coups de pied dans la nuit du 12 au 13 avril dernier.

Pour les policiers, le gérant du café était en état d'ivresse et se serait rebellé, et un malheureux coup de coude lui aurait été porté à l'abdomen.

Ce « coup de coude » a entraîné l'hospitalisation du patron du café et à nécessité, depuis, trois opérations pour lésions abdominales !

Ce qui n'empêche pas le chef de la Sûreté de Tourcoing et le directeur des polices urbaines du Nord d'accréditer la version de leurs subordonnés, de même d'ailleurs que l'IGPN, la police des polices, qui a repris la thèse du coup de coude porté sur « un sujet à l'abdomen fragile »...

### Sécurité sociale : le gouvernement s'en prend aux assurés

Une nouvelle fois, le gouvernement a décidé de diminuer les remboursements de la Sécurité sociale dans un certain nombre de cas : le ticket modérateur — c'est-à-dire la part qui reste à la charge de l'assuré — passera de 25 à 35 % pour les soins d'infirmiers et de 30 à 35 % pour les analyses biologiques.

Ces mesures sont destinées à boucher le trou qui, une fois de plus, menacerait d'apparaître dès cette année dans les comptes de la Sécurité sociale. Et remettez-nous ça, la patronne !

Le gouvernement recourt toujours aux mêmes mesures pour resorber l'éternel déficit de la Sécurité sociale : il s'en prend aux assurés, c'est-à-dire essentiellement aux travailleurs et aux personnes les plus démunies, plutôt que d'augmenter la part versée par les patrons ou de supprimer les charges assurées par la Sécurité sociale et qui devraient l'être par l'Etat et qui constituent un véritable détournement de fonds.

### C'est le progrès !

L'architecte s'était trompé en lisant les plans, et la petite maison de Mme Viné, près de Bordeaux, mordait de 10 m<sup>2</sup> sur le terrain de son voisin.

Après plusieurs procédures, ledit voisin a décidé de trancher lui-même le problème en découpant à la tronçonneuse, aidé d'une dizaine d'hommes, la partie illégale de la maison.

En moins de deux heures l'affaire a été arrangée : une chambre, une salle de bains et le garage ont été proprement tronçonnés, sous l'œil impassible des gendarmes. La loi c'est la loi.

Une version moderne de l'éternel problème de l'arbre qui a une branche au-dessus de la propriété du voisin. Une version plus civilisée ?

### Des adolescents armés pour surveiller une propriété

Gilbert Derisbourg, 49 ans, est à la fois gardien de péage aux Halles de Rungis, et propriétaire d'une ferme dans l'Aisne.

Dépit d'avoir vu sa ferme « visitée » par des voleurs de poules, il avait demandé à des adolescents du village de surveiller son poulailler la nuit. Il leur avait remis des armes de chasse — quatre — et fourni

des munitions.

Ce ne sont pas les voleurs qui en ont été les victimes. C'est un des « gardiens », un jeune de 14 ans, tué accidentellement par un de ses amis âgé de 16 ans.

Derisbourg a été inculpé d'homicide involontaire. Mais le jeune David, lui, est mort, pour quelques poules.

### Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : 180 F

pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 60 F

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles



# A dix ou à douze c'est toujours l'Europe des frontières

**L**e jour même où, après de laborieuses négociations, l'Espagne et le Portugal signaient le traité acceptant leur adhésion à la Communauté Economique Européenne, l'Allemagne usait pour la première fois de son droit de veto pour s'opposer à la baisse du prix des céréales, paralysant du même coup la machine. Ce fut une journée symbole, en somme, des tentatives impuissantes des capitalistes de « faire l'Europe ».

Ils ont pourtant bien besoin de l'Europe. Car le capital étouffe dans le cadre étroit des nations. Il faut que les capitaux, les marchandises, les hommes même puissent franchir les frontières pour que le système capitaliste puisse fonctionner.

L'entrée de l'Espagne et du Portugal a été saluée comme l'arrivée d'un marché de 50 millions de consommateurs supplémentaires et la possibilité pour les entreprises européennes de mieux résister à la concurrence du Japon et des Etats-Unis.

Mais cette Europe des trusts qu'ils essaient de construire, cette Europe des affaires, c'est aussi l'Europe de la concurrence et de la guerre commerciale. Et dans chaque pays, les capitalistes ont un besoin vital de leur Etat national, de ses aides, de ses subventions, de ses commandes, de ses tarifs douaniers pour se défendre contre la concurrence des autres. Voilà pourquoi « l'Europe » avance à pas de tortue quand ce n'est pas à reculons.

Voilà pourquoi cela fait trente ans que les capitalistes construisent « l'Europe » et qu'ils n'y parviennent pas.

Ils ne peuvent se passer du morcellement de la planète en Etats rivaux alors même que ce morcellement constitue un obstacle au développement économique.

Et le vieux monde capitaliste, hérisé de frontières héritées d'un autre âge dont il ne peut se débarrasser, se débat dans des contradictions insolubles.

Mais que les frontières gênent les capitalistes eux-mêmes, ce n'est pas le plus grave. C'est pour les peuples que c'est le plus tragique, les capitalistes, eux, parvien-

nent envers et contre tout et surtout contre les travailleurs à maintenir leurs profits même si leur système est dépassé et ne permet plus à l'humanité d'avancer, même si aujourd'hui il est plongé dans la crise.

Mais les peuples, eux, souffrent directement des structures économiques dépassées et du régime capitaliste qui se survit. Cela signifie la misère et la famine pour une grande partie de l'humanité, le chômage et les privations pour la classe ouvrière des pays les plus développés.

Derrière les frontières des vieux Etats capitalistes, la bourgeoisie continue à accumuler des richesses tirées de l'exploitation des masses laborieuses de toute la planète alors qu'au-delà de ces frontières, sauvagement gardées, il y a des centaines de millions d'affamés à qui on dénie tout droit sur les richesses qu'ils ont eux-mêmes contribué à produire.

Voilà la réalité de ce monde révoltant. D'autant plus révoltant que de nos jours le développement des connaissances, de la science, des techniques, des capacités de production rend possible une société où le travail de tous permettrait de satisfaire les besoins de chacun.

Oui, en mettant en commun les ressources de toute la planète, en organisant d'une façon plus humaine le travail des hommes, en supprimant les gaspillages inouïs qui sont le fait de la société capitaliste, il serait possible d'assurer le bien-être de toute l'humanité.

Cette organisation de la production dans l'intérêt de toute la société et non pour le profit de quelques-uns nécessite bien sûr la suppression des frontières placées artificiellement entre les peuples et pour lesquelles on les envoie bien souvent se massacrer les uns les autres.

Les capitalistes font une fois de plus la preuve qu'ils sont bien incapables de débarrasser l'humanité de ces entraves.

Et seule la classe ouvrière le pourra, elle qui n'a rien à y perdre et tout à y gagner. Elle rassemblera tous les travailleurs de la Terre dans une même collaboration fraternelle.

Arlette LAGUILLER

## Maire : plus flexible que moi, tu meurs

Malgré l'opposition qui s'est exprimée au Congrès de Bordeaux, Maire a tout de même réussi à obtenir une majorité des deux tiers des votes des délégués censés représenter les quelque 2 500 syndicats CFDT. Mais la situation n'est tout de même pas si brillante pour la CFDT.

Comme tous les autres appareils syndicaux, celui de la CFDT a besoin pour se faire reconnaître comme interlocuteur valable par le gouvernement, de faire la démonstration de son influence sur les travailleurs. Et de ce point de vue, la chute des effectifs de la CFDT comme son recul lors des diverses élections professionnelles n'ont rien de particulièrement réjouissant pour Maire. Dans une période où les patrons se sentent en position de force et estiment n'avoir pas besoin de lâcher des miettes, la direction de la CFDT, qui a sa part de responsabilité dans la démoralisation de la classe ouvrière, paye le prix de ses prises de position répétées sur la nécessité pour les travailleurs de consentir des sacrifices.

La direction de la CFDT a en effet multiplié ces derniers temps les efforts pour s'attirer les bonnes grâces du patronat et du gouvernement, surenchérissant même sur la politique gouvernementale d'austérité.

C'est Maire qui, en 1982, reprochait au gouvernement Mauroy d'avoir, à la suite de mouvements de grève, cédé sur la compensation salariale de la diminution du temps de travail de 39 heures à 40 heures. C'est lui qui, avant même le blocage des salaires, décidait par Mauroy à l'été 1982, discourait sur la nécessité pour les travailleurs de consentir des sacrifices salariaux. C'est encore lui qui a apporté sa pierre à la campagne contre les fonctionnaires taxés de privilégiés parce qu'ils bénéficient de la garantie de l'emploi.

C'est Maire enfin qui s'apprêtait il y a six mois avec l'accord du Bureau national CFDT, à signer un accord sur la flexibilité des horaires et de l'emploi taillé sur mesure pour le patronat, quand il a dû, au dernier moment, rempocher son stylo pour ne pas laisser à la CGT le bénéfice d'être la seule à ne pas signer et tenir compte du tollé soulevé parmi les militants de la CFDT.

Alors il fallait bien à Maire, pour tenter d'estomper un peu tout cela, se fendre à Bordeaux d'un discours contre la politique du gouvernement qu'il a accusé de « connaître un échec retentissant sur l'emploi ». Un discours anti-gouvernemental qui d'ailleurs a aussi l'avantage de ne pas déplaire à la droite et qui permet à Maire de prendre date

éventuellement pour après les élections de 1986. Parce que, s'il est une chose certaine, c'est que les soi-disant syndicalistes modernes qui occupent la direction de la CFDT et tiennent en main son appareil comptent plus pour assurer leur existence sur l'anticipation des futurs vents politiques dominants que sur les luttes auxquelles pourraient participer leurs militants.

Cette politique est d'ailleurs une constante de la part de la direction de la CFDT. Derrière une façade prétendument apolitique, ses dirigeants se sont spécialisés dans les retournements destinés à leur permettre de se placer pour les évolutions politiques qu'ils croyaient deviner. Mais à ce petit jeu, les politicards de la CFDT se sont plus d'une fois fait prendre à jouer à contretemps.

En 1969, la CFDT, à l'époque dirigée par Descamps, se précipitait pour soutenir le politicien de droite Poher, candidat aux Présidentielles contre Pompidou. Le cheval de la CFDT ne fut pas gagnant. En 1974, voyant venir ce qu'elle pensait être la victoire de Mitterrand, la direction de la CFDT avait suivi d'un œil complaisant les « Assises pour le socialisme ». Ces assises pour Mitterrand n'avaient fait la réclame que d'un candidat malheureux.

En 1978, nouveau retournement : suite

au nouvel échec électoral de la gauche aux législatives de 1978, Maire proclame la nécessité d'un recentrage de la CFDT vers la droite. Il faut jeter ce qui restait des souvenirs de Mai 68 aux orties.

Ce n'est pas au congrès de Bordeaux, pas plus qu'aux précédents congrès de la CFDT, ni d'ailleurs à ceux des autres grandes confédérations syndicales, que se joue l'avenir de la classe ouvrière et de ses luttes.

Ces congrès sont bien loin de représenter les aspirations et la volonté des militants syndicaux de base, car malgré son sigle et ses prétentions démocratiques, la CFDT n'est pas plus démocratique que les autres confédérations. Ce qui s'y discute, c'est la politique des appareils pour essayer d'obtenir quelques miettes de la bourgeoisie et de son Etat.

Pas une politique qui permettrait à la classe ouvrière de rendre coup pour coup au patronat. L'avenir, de ce point de vue, est entre les mains des travailleurs combattifs, qu'ils militent à la CFDT ou qu'ils militent ailleurs, à condition qu'ils prennent conscience du rôle de commis de la bourgeoisie qu'entendent jouer les Maire et consorts et qu'ils apprennent à se passer d'eux.

Pierre VERNANT



# Les gendarmes ne sont pas de bien braves gens

On a pu constater lors des différents affrontements entre les Kanaks et les colons français, la « compréhension » dont faisaient montre les gendarmes, officiellement chargés de faire respecter « l'ordre républicain », vis-à-vis des Blancs de droite et d'extrême-droite. Pour la galerie, un des responsables de la gendarmerie avait même été rappelé à Paris sans que cela modifie en quoi que ce soit le comportement naturel des gendarmes sur le terrain, bien entendu.

De nouveaux faits viennent d'être révélés qui vont dans le même sens.

On vient de retrouver entre les mains d'activistes, liés à l'extrême-droite de Nouvelle-Calédonie, du matériel appartenant à la gendarmerie.

Deux hommes ont été inculpés. Ils possédaient un véritable arsenal, armes en tout genre, explosifs et surtout 15 pistolets automatiques MAC 50, cinquante carabines 9 mm, toutes armes qui font partie de la panoplie réglementaire de la gendarmerie nationale.

Ces armes proviendraient, nous dit-on, d'une caisse d'armes « égarée » sur la principale route nationale de Nouvelle-

Calédonie !

Le 18 mai dernier, on avait déjà arrêté un anti-indépendantiste qui, lui, possédait un treillis léger orné d'un écusson du GIGN, une carabine Remington, avec ses cartouches, et dix-huit grenades offensives reçues... en cadeau de la gendarmerie !

Comment ne pas se souvenir qu'il y a quelques années, le nom du capitaine de gendarmerie Baril avait été cité dans un trafic d'armes avec la Belgique où était étroitement mêlée là aussi l'extrême-droite ?

J.F.



## Le marché de la faim

Une énième conférence sur la faim s'est tenue à Paris du 10 au 13 juin, celle du Conseil mondial de l'alimentation, organisme des Nations-Unies chargé de distribuer non pas des aides, mais des idées.

« Nous savions et nous n'avons rien fait », a déclaré le président sortant de cet organisme à propos de la famine en Afrique, n'hésitant pas à préciser : « S'il s'était agi de leur faire la guerre, les avions et les hélicoptères seraient arrivés à temps ».

Les représentants des pays riches qui figuraient parmi les trente-six pays représentés ont écouté sans broncher. La famine, cela ne les laisse pas indifférents : la preuve : ils sont prêts à en parler et à s'entendre reprocher leurs fautes... Une grande confession publique, en quelque sorte, et on continue ensuite comme avant.

Puis on est passé à l'ordre du jour.

Mitterrand s'est déplacé en personne. Il n'a pas annoncé que tous les militaires français stationnés en Afrique serviraient maintenant à combattre la famine, non. Il a préconisé « l'organisation des marchés mondiaux » des produits agricoles. Les organisations professionnelles françaises seraient « prêtes à partager leur expérience avec les pays qui le demanderaient », mais les explorateurs français ne sont apparemment pas de taille à se débrouiller seuls.

Mitterrand ne pense pas que « la liberté totale des échanges soit le seul moyen » et a dénoncé « les sautes d'humeur d'une seule monnaie qui viennent ruiner en quelques instants des années d'efforts ». Suivez son regard braqué sur le dollar. Il était venu appuyer la candidature de la France à la

présidence du Conseil mondial de l'alimentation, en la personne du ministre de l'Agriculture, Nallet.

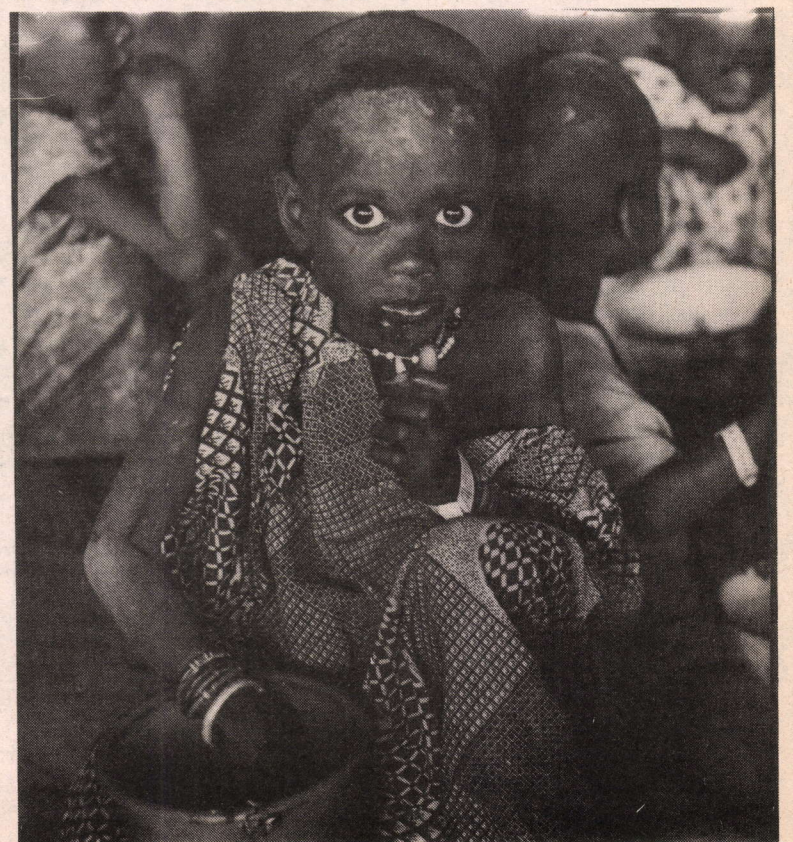
Le représentant des Etats-Unis, en position de force avec ses grandes quantités de céréales à exporter et son dollar, qui fait la loi, s'est prononcé, lui, on s'en serait douté, pour davantage de liberté. S'il a déclaré que « les Etats-Unis sont décidés à mettre de l'ordre dans le commerce mondial des produits agricoles », c'est de l'ordre des trusts agro-alimentaires américains qu'il parlait. Et il s'est prononcé pour une limitation de l'intervention des Etats des pays du Tiers Monde et pour la libre activité des entreprises privées.

Les 15 millions d'enfants qui meurent de famine ou de malnutrition chaque année dans le monde, les centaines de millions de gens qui souffrent de la faim étaient bien loin des préoccupations de tout ce beau monde.

Comme l'écrit *Le Figaro*, « derrière ce débat Nord-Sud, il y a l'ombre d'une fantastique bataille qui s'amorce entre l'Europe et les Etats-Unis pour la quête des marchés tiers, notamment dans le domaine des céréales ». Les propositions de la France n'ont rien de désintéressé, comme le constate *Le Monde* qui écrit crûment : « Dans le contexte de bataille commerciale, une présidence française au CMA est un atout à ne pas négliger » !

Les divergences entre la France et les Etats-Unis ont, paraît-il, marqué la réunion. C'était à qui se placerait le mieux pour décrocher les marchés, à qui parviendrait le mieux à se faire du fric avec la faim des autres.

Philippe NATIER



## Fête de Lutte Ouvrière à Grenoble

Dimanche 16 juin, ce sera la fête de Lutte Ouvrière dans la région grenobloise. Elle se tiendra à Pont-de-Claix, au jardin de ville « Le Côteau » (derrière la mairie). A midi, un repas sera pris tous ensemble (il faut réserver à l'avance) et la fête ouvrira ensuite à 14 h. Débats, expositions, librairie, coin des sciences, cinéma, jeux... permettront de satisfaire tous les goûts pour passer un agréable dimanche. Une animation musicale aura lieu avec : Octave, India et Archange (rock), African Roots (reggae), Gloria et Kalifa (chant et musique d'Amérique latine et d'Afrique).

Alors, rendez-vous le 16 juin.

## L'affaire des fûts de dioxine au tribunal

Cette semaine s'ouvre le procès de Bernard Paringaux, dirigeant d'une société chargée de l'élimination des déchets dangereux, accusé d'avoir dissimulé des fûts de déchets toxiques provenant de Seveso. Cette affaire avait fait la Une de l'actualité pendant plusieurs mois en 1982.

En 1976, une explosion dans une usine du groupe Hoffmann-Laroche, à Seveso en Italie, avait entraîné le dégagement d'un nuage toxique contenant de la dioxine. Des centaines d'hommes et d'animaux avaient été gravement intoxiqués.

Le groupe Hoffmann-Laroche s'était ensuite débarrassé des déchets contenant de la dioxine en les faisant sortir sous un nom bidon du pays. En 1982, le président de la région lombarde, voulant rassurer les habitants de la région, livra la mèche. Greenpeace, ayant eu vent de l'affaire, se

chargea de lui faire toute la publicité qu'il méritait...

Où étaient passés les 41 fûts de poison ? les dirigeants d'Hoffmann-Laroche ne voulaient rien dire. Le secret commercial et la liberté de l'entreprise, c'est sacré ; on n'allait tout de même pas les obliger à parler.

La vieille militante écologiste Huguette Bouchardeau, devenue membre du gouvernement, puis Mitterrand lui-même, s'empressèrent d'affirmer qu'ils n'étaient pas chez nous. Pour le président, « l'histoire avait atteint un seuil insupportable »...

Hélas, ils avaient parlé un peu vite. L'enquête, aiguillonnée par les associations écologistes, finit par révéler que les fûts étaient non seulement en France près de Saint-Quentin mais en plus stockés sans aucune précaution de sécurité, dans un hangar désaffecté, sous de vieilles planches et de vieux cartons...

Hoffmann-Laroche avait tout de même été alors obligé de récupérer ses déchets qui venaient d'être découverts, et doit d'ailleurs les détruire (coïncidence ?) la semaine prochaine.

L'homme qui avait caché les fûts, Bernard Paringaux, va passer en jugement. Aucun dirigeant du groupe Hoffmann-Laroche ne figurera à ses côtés. Aucun de ces fonctionnaires et ministres qui n'avaient rien eu de plus pressé que de couvrir les industriels ne répondra non plus de ses paroles et de ses actes.

Il fallait un lampiste à cette histoire de fûts. C'est Paringaux qui n'a pas eu de pot !

Philippe NATIER

## RÉUNION DU

### CERCLE LEON TROTSKY Vendredi 14 juin à 20 h 30

Grande salle de la Mutualité  
Métro Maubert-Mutualité à Paris

« LES SYNDICATS  
DANS LES PAYS IMPERIALISTES,  
DE LA LUTTE DE CLASSE  
A L'INTÉGRATION DANS L'ÉTAT »



## Du cinéma... à la télévision

L'affaire de la projection ou non à la télévision du film de Mosco; *Des terroristes à la retraite*, est décidément pleine de rebondissements et de mouvements dans le style « un pas en avant, deux pas en arrière » au cours desquels chacun se taille une bonne part de ridicule.

Ce film de l'affaire Manouchian (résistant des FTP-MOI — Francs Tireurs et Partisans-Main-d'Oeuvre-Immigrée qui fut avec son groupe arrêté par les nazis puis exécuté le 21 février 1944) une version contestée

par le PCF. Dès l'annonce de son passage à l'écran, le PCF avait réclamé à cor et à cris son interdiction d'antenne. De façon assez cocasse, il revendiquait la censure du film au nom... « de la vérité et de la justice ».

Embarrassé, Jean-Claude Héberlé, directeur d'Antenne 2, saisissait la Haute-Autorité de l'Audiovisuel, qui à son tour refilait le soin de décider à un jury d'honneur dans lequel figuraient d'anciens résistants, jury qui donnait un avis défavorable à la projection.

Antenne 2 faisait alors un pas en arrière en annonçant le retrait du film de la programmation, aux grands applaudissements du PCF. Manque de chance pour ce dernier, mardi 11 juin, devant les tollés, sincères ou hypocrites, déclenchés dans le milieu intellectuel, le milieu juif et la presse de tout bord (sauf *L'humanité* bien sûr) par cette décision, Georges Fillioud et Jack-Lang ont eux-mêmes accusé le coup — la Haute-Autorité revenait sur l'affaire. Soulignant qu'il n'avait jamais été fait « une

recommandation et encore moins une injonction » de ne pas passer le film à l'antenne, elle renvoyait entre les mains de Jean-Claude Héberlé, qui croyait s'en être débarrassé, la décision finale. Retour à la case départ ! A ceci près toutefois que ce n'est plus pour donner une petite satisfaction douteuse au PCF, en lui accordant la censure qu'il réclamait, que la Haute-Autorité recule. Malgré toute l'indépendance dont elle se flatte, il y a des pressions qui savent la faire plier...

Après un beau lancement publicitaire, le film en cause devrait donc — si rien ne change d'ici là — être projeté à la télévision le 2 juillet, dans le cadre des *Dossiers de l'écran*, où il sera suivi d'un débat. Quant au PCF, il n'enverra personne pour participer à ce débat et y défendre son point de vue. Marchais l'a dit, avant d'ajouter : « Nous

sommes prêts à en discuter avec tout le monde » ! Furieux, le PCF dénonce à la Une de *L'humanité* du 12 juin, « l'acharnement anti-communiste » que traduirait cette dernière décision. Pour lui la projection télévisée du film est « un mauvais coup contre l'honnêteté intellectuelle et la démocratie ». Rien de moins ! Et, parce qu'il faut bien qu'il règle ici aussi des comptes avec le Parti Socialiste et Mitterrand, il fustige le fait « qu'il s'est trouvé un président de la République, des ministres, des dirigeants de parti, tous socialistes, pour obtenir envers et contre tout ce qu'ils n'ont jamais cessé de vouloir : la diffusion du film ».

On ne sait pas si le film de Mosco mérite tant de foudres ou tant de fleurs. une chose est sûre : il sera regardé.

Lucienne PLAIN

## La campagne de diversion... du PCF

L'annonce de la décision de programmer finalement le film de Mosco, sur Antenne 2, est « une diversion infâme » clame *L'humanité* du 13 juin. le journal du PCF n'en peut plus de dénoncer ce qu'il appelle une « infamie » derrière laquelle le gouvernement socialiste lancerait une machine de guerre. Marchais y a même vu « une décision déshonorante pour essayer de briser le PCF, seule force qui défende les intérêts des travailleurs » !

Selon le PCF, qui ne trouve pas de mots assez forts pour clouer au pilori la perfidie socialiste que révélerait cette affaire, « le gouvernement socialiste en difficulté sur sa politique de chômage cherche un dérivatif ». Mais qui, sinon Marchais, annonce à la Une de *L'humanité* ce qui est devenu par ses soins « l'affaire Manouchian », en bien plus gros caractères que les licenciements chez Renault ? Et qui est en train de transformer la projection d'un film en une véritable affaire politique, sinon Marchais et le Parti Communiste ?

Alors, bien sûr, le gouvernement socialiste n'est peut-être pas dénué d'arrière-pensées dans tout cela. Mais, pour faire tort au



PCF, il n'y a vraiment pas besoin d'aller chercher un film portant sur des événements survenus il y a plus de quarante ans ! Marchais et sa politique s'en chargent.

Car si quelque chose fait du tort au PCF, l'affaiblissement, œuvre à démoraliser ses militants, à démobiliser les travailleurs devant les attaques du gouvernement socialiste et du patronat, ce n'est pas — bien sûr que non le passage ou pas du film de Mosco à la télévision. Mais bien plutôt la politique que le PCF mène depuis des années, avec des zigzags en série : pour l'Union de la Gauche de 1972 à 1974, se querellant avec le PS de 1974 à 1978, chantant les vertus de l'unité pendant une semaine entre les deux tours des législatives de 1978, se querellant de nouveau avec le PS jusqu'en

1981, gouvernant avec lui ensuite pendant trois ans, en cautionnant tous les aspects anti-ouvriers de la politique de Mitterrand-Mauroy, vouant le PS aux gémonies depuis quelques mois.

Alors, à l'entendre aujourd'hui hurler si fort sur un sujet qui, d'ailleurs, n'a pas de rapport direct avec, justement, « cette défense des intérêts des travailleurs » dans la crise actuelle, l'hypocrisie est trop flagrante. L'opération de diversion dans tout ce bruit ? C'est bien plutôt du côté du PCF qu'il faut la chercher, un PCF surtout soucieux aujourd'hui de faire oublier que, quelques mois avant de quitter le gouvernement, il se félicitait, par la bouche de son secrétaire général, de la profondeur des avancées réalisées par le gouvernement PCF-PS.

## Si la photo est bonne

Les trois, Barre, Chirac et, au milieu, Giscard, sont apparus ensemble sur la photo. Il paraît que c'est là tout un symbole qui aura « apporté à l'espoir des Français cette image forte et simple qui va les rassurer sur la volonté et la capacité de s'unir pour conduire le redressement du pays », l'appréciation étant de Giscard lui-même.

Pour le reste, tous les discours et les « ateliers » de travail de la Convention libérale des 8 et 9 juin n'étaient que le décor de la photo. Tout au plus ont-ils rappelé les divisions qui existent entre les trois ténors de l'opposition et qui n'ont rien de politique, sinon que chacun

visite l'Élysée avec ses propres méthodes et cherche avant tout à se placer lui-même.

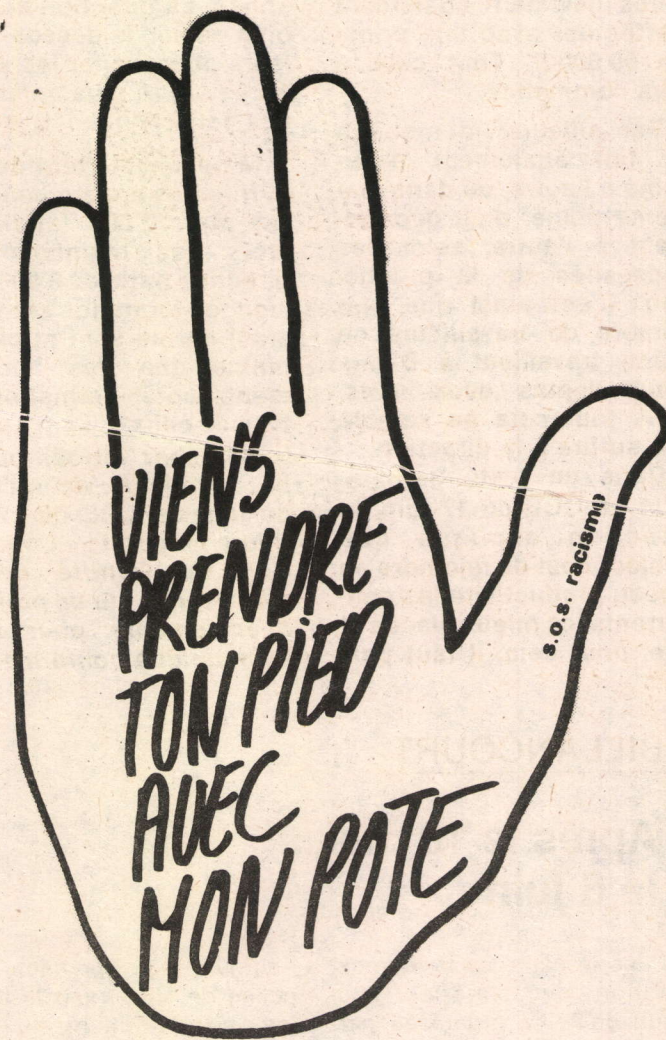
Quant au quatrième larron de l'opposition, Le Pen, qui lui n'était pas de la cérémonie, il a depuis tempêté contre ces trois responsables du « socialisme rampant » d'avant 1981 et avancé son propre programme, si on peut appeler ainsi le fait de rajouter aux thèmes habituels du Front National sur les immigrés les revendications du patronat, comme la suppression du SMIC et celle des limitations aux licenciements. Ce qui n'a pas empêché Le Pen de réaffirmer qu'il était prêt à entrer au gouverne-

ment aux côtés des autres leaders de la droite. Bref, ce que reproche principalement Le Pen à Giscard, Barre, Chirac, c'est de ne pas lui avoir fait une place sur la photo.

L'union de la droite, ou presque, est donc apparue au premier plan, tandis qu'à l'arrière se cachent mal les ambitions personnelles et contradictoires de ses leaders. Du déjà-vu, d'ailleurs : avant 1981 ou 1978, c'étaient alors Mitterrand, Marchais et Fabre qui posaient pour la photo, et le bla-bla de Giscard cité plus haut aurait tout aussi bien pu être dans la bouche du Mitterrand de l'époque !

J.J.F.

## La fête de la Concorde à Paris le 15 juin



Dans toute la région parisienne on a pu voir cette semaine des affiches « Viens prendre ton pied avec mon pote », annonçant la « Fête de la Concorde » que SOS—Racisme, qui est à l'origine du badge « Touche pas à mon pote », organise samedi 15 juin place de la Concorde à partir de 19h, avec des artistes de toute origine, de Bashung à Téléphone, en passant par Guy Bedos, Charlélie Couture, Djurdjura, Karim Kacel et bien d'autres.

Pour ces organisateurs, ce doit être là à la fois une fête et un grand rassemblement contre le racisme.

Évidemment, même s'ils savent qu'il ne suffira pas d'une fête pour extirper le racisme de notre société et supprimer les causes qui engendrent le racisme, il est certain que tous les antiracistes soutiendront cette initiative et seront contents de se retrouver nombreux à cette fête de l'amitié entre les peuples.

Les travailleurs sont une seule classe à travers le monde. Ils sont pour abolir toutes les frontières, réelles ou symboliques, qui les divisent. Ils savent que, avec cette abolition, ils n'ont à perdre que des chaînes, et un monde à gagner.



dans  
les entreprises

## RENAULT

# Besse dévoile sa politique : des licenciements en prévision

Renault fait souvent depuis l'été dernier la Une de l'actualité. Avec les sureffectifs en question, Hanon avait proposé un accord cadre sur l'emploi et la mobilité. Les syndicats ne l'ont pas signé. Le gouvernement a mis Besse à la place d'Hanon et, si Besse n'a pas fait de discours fracassants depuis qu'il est en place, la politique de réductions d'effectifs s'applique en permanence à la Régie. C'est d'ailleurs ce qui était contenu dans le plan Hanon qui rentre en application, de fait.

Le FNE va provoquer 8 000 départs en pré-retraite cette année. La convention avec l'ONI prévoit 1 000 départs avec aides au retour. Et 1 000 autres départs volontaires devraient également s'effectuer avec une prime de 50 000 F. Tout cela a déjà commencé.

Par ailleurs, la mobilité se fait également d'une usine à l'autre, ou dans une même usine, d'un département à l'autre, selon les nécessités de la production. C'est ainsi que bon nombre de travailleurs de Cléon travaillent à Billancourt depuis deux mois. Mais tout cela ne semble pas suffire à la direction.

Dans un texte préparatoire au CCE du 17 juin, la direction explique que l'objectif est de rejoindre au niveau productivité les concurrents les mieux placés et que, pour cela, il faut pas-

ser de 11 voitures par an et par salarié (actuellement) à 14 voitures par an et par salarié pour fin 1986.

Comme, selon ses prévisions, la part de marché de Renault en France et en Europe ne devrait guère augmenter, la direction prévoit dans ce texte une chute des effectifs allant de 98 000 fin 1984 à 77 000 fin 1986, avec des étages qu'elle appelle « Opération d'ajustement des effectifs ».

Et puis, comme les départs ONI, FNE et départs volontaires de 1985 ne suffiraient pas, la direction propose de les renouveler en 1986, tout en laissant entendre que cela se fera à des conditions moins avantageuses que cette année. La direction compte bien tabler là-dessus d'ailleurs pour inciter les volontaires à être plus nombreux dès cette année.

Mais comme tout cela ne suffira pas encore pour arriver aux 77 000 fatidiques, alors dès maintenant la direction parle de 5 000 CFR (congés formation reconversion) qui ne sont ni plus ni moins que des licenciements après formation, du type de ceux qui ont été pratiqués chez Citroën ou Talbot. D'ailleurs, dans l'ordre du jour du CCE du 17 juin figure un point : « Consultation du Comité central d'entreprise sur un projet de licenciements pour motif économique conformément

à l'article L 321-3 du code du travail ».

Dans les secteurs de mensuels où depuis des mois l'inquiétude est grande, certains services sont réorganisés et des postes sont supprimés. A Billancourt, la direction vient d'annoncer la cessation des activités moteurs du Département 49 d'ici la fin de l'année, ce qui veut dire 180 travailleurs à recaser. Cela était déjà connu, mais c'est le même problème pour le Dpt 14 qui va aussi disparaître fin 1985. C'est ce que la direction appelle le « redimensionnement de l'entreprise », en faisant faire par exemple tous les moteurs par l'usine de Cléon, capable à elle seule d'approvisionner le réseau. A tout cela s'ajoutent des mesures de chômage économique qui frappent les différentes usines depuis le début de l'année de façon plus ou moins importante.

Il est clair que la direction met en place sa politique de mauvais coups contre les travailleurs. Pas à pas, sans grandes déclarations, les choses se précipitent et, à part les épisodes du 26 avril, du 10 mai ou du 6 juin lancés par la CGT et qui ont été diversement suivis, les travailleurs de Renault n'ont pas encore engagé la bataille pour la défense de leur emploi. De ce point de vue, rien n'est réglé.

Correspondant LO

## • BILLANCOURT

### Après le 10 mai... le 6 juin

Dans le cadre de la journée d'action des salariés des Hauts-de-Seine organisée par la CGT et prévue le 6 juin à Boulogne, la CGT de Billancourt a appelé à 2 heures de débrayage. Mais si le 10 mai les militants de la CGT avaient multiplié les efforts par des réunions et des prises de parole, pour le 6 juin la mobilisation a été manifestement moindre.

Ceci dit, un millier de travailleurs ont débrayé : 700 à 800 ont participé à la manifestation dans Boulogne. Les OS étaient nettement moins nombreux que le 10 mai à avoir répondu ; les ouvriers professionnels, eux, étaient là en majorité ; quelques mensuels étaient aussi présents. Le ton combatif du secrétaire du syndicat,

Fournier, s'en prenant à la police de Mitterrand le lendemain des affrontements d'Ivry, le « Touche pas à notre usine » qu'il lançait en direction de Besse, ont suscité des applaudissements. C'est à près de 3 000 que les manifestants ont défilé dans Boulogne. A Renault s'étaient joints des travailleurs des PTT, des communaux de Malakoff, des travailleurs d'Hispano-Suiza, dans un cortège assez dynamique. « Besse, Mitterrand, pas touche à Billancourt » était souvent repris ainsi que : « Fabius, Fabius, Fabius, répression répondit l'écho ». Ceci dit, pour Renault, nombreux étaient les militants pour qui, la manifestation une fois terminée, tous les problèmes sur l'emploi restaient posés !

Correspondant LO

### • L'aide à la reconversion de Hanon

Dans un article intitulé « Comment on met un patron à la porte » et dont le sujet réel est « comment on licencie les patrons qui ne licencient pas assez vite », le journal L'Expansion évoque le cas de l'ancien P-DG de Renault, Hanon, débarqué en décembre 1984 par le gouvernement. On y apprend que « l'ex-P-DG a le droit de garder jusqu'à la fin de l'année son appartement de fonction, ainsi que le titre et les revenus de président de Renault-Finances », la banque de la Régie installée à Lausanne. Evidemment, c'est un peu plus juteux qu'une aide au retour ou qu'une pré-retraite...

Renault - Les Membres du C.C.E. -  
MM. les Représentants Syndicaux au C.C.E. -  
D.R.S. - Soc 0710 - MD/BL  
Note n° 85/85  
Le 30 mai 1985

REUNION EXTRAORDINAIRE DU COMITE CENTRAL D'ENTREPRISE  
CONVOCAISON

Date : Le LUNDI 17 JUIN à 9 H 00  
Lieu : D.R.S. - 6 place Bir-Hakeim - Bâtiment CC -  
4<sup>e</sup> étage - Salle 400 - BOULOGNE BILLANCOURT.

ORDRE DU JOUR

- Exposé sur la situation économique de l'Entreprise et mesures de redressement envisagées.
- Conséquences sur l'emploi.
- Consultation du Comité Central d'Entreprise sur un projet de licenciement pour motif économique conformément à l'article L 321-3 du code du travail.
- Consultation du Comité Central d'Entreprise sur un projet de convention d'allocation spéciale du Fonds National de l'Emploi pour 1986, conformément à l'article R 322-S du code du travail.
- Consultation du Comité Central d'Entreprise sur un projet de convention avec l'Office National d'Immigration pour 1986, conformément à l'article 3-1-2 de la circulaire du 2 Juillet 1984 (Ministère des Affaires Sociales).
- Questions diverses.

M. DORILLEAU



## • CYCLES PEUGEOT (Beaulieu)

# Un mort : les ouvriers n'ont pas laissé passer

Jeudi 6 juin, aux Cycles Peugeot-Beaulieu (région de Montbéliard), un ouvrier est mort à l'usine, écrasé par un pont roulant, alors qu'il travaillait à la réimplantation des casiers d'un nouveau magasin dans l'atelier 70.

Le lendemain matin, quand les 200 ouvriers de l'atelier de l'autre tournée apprirent les détails de l'accident, ce fut l'indignation. Plus d'une centaine d'entre eux se réunirent au réfectoire pendant le casse-croûte. Un ouvrier, délégué et militant révolutionnaire, prit la parole : « Cela fait des mois que la direction fait pression en menaçant tout le monde de licenciement, pour nous faire accepter n'importe quelles conditions de travail, des mutations, des augmentations de production. Cet accident, c'est le résultat de l'ambiance empoisonnée que fait régner le patron. »

Au même moment, le directeur du personnel était en réunion CHSCT « Je propose qu'on aille tous lui dire notre avis sur l'accident ». Proposition mise aux voix : 50 pour, 13 contre, 3 abstentions, une trentaine ne participant pas au vote.

C'est finalement une bonne cinquantaine d'ouvriers qui pénétrèrent

dans la salle de réunion. Grimace de surprise du directeur Panchot : « Nous n'acceptons pas de discuter sous la pression. (...) Vous avez des représentants syndicaux, je ne vois pas pourquoi vous êtes là ! » Puis il se sauva de la réunion !

Les ouvriers présents, n'ayant plus le patron à se mettre sous la dent, s'en prirent alors sur le même ton aux syndicalistes qui discutaient « entre gens raisonnables » avec le patron. Les ouvriers ont bien vu que le directeur préférait des conciliabules avec les représentants syndicaux plutôt que d'écouter ce que les ouvriers ont à dire.

De retour dans l'atelier, les discussions continuèrent toute la matinée à propos de l'attitude de la direction, des syndicats, des revendications de secteur également, passées sous la table depuis longtemps.

L'après-midi, à l'appel de la CFDT et de la CGT, ce sont tous les ouvriers de l'atelier sans exception qui se rassemblèrent sur le lieu de l'accident. A noter l'attitude très compréhensive de la maîtrise, rendue tout d'un coup prudente face à cette mobilisation...

Correspondant LO



□ **PEUGEOT (Sochaux)**

## Effectifs réduits, salaires légers et cadences turbo

En cinq ans, sans faire de vagues, la direction du plus gros centre de production de Peugeot a supprimé 11 000 emplois à Montbéliard. Avec le départ des intérimaires, des retraites anticipées, des départs volontaires de travailleurs émigrés et des départs naturels joints à un arrêt total de l'embauche depuis 1979, l'effectif total de l'usine est passé de 38 674 en 1979 à 27 723 en décembre 1984.

Jusqu'au plan d'austérité impulsé par le gouvernement Mauroy, la direction augmentait les salaires de 10 à 12 % par an. En 1984 il n'y a eu que 2 % d'augmentation au cours de l'année et 1,25 % à partir du 1<sup>er</sup> décembre, alors que l'année dernière l'indice CGT indiquait une augmentation des prix de 9,7 %.

Avec un effectif réduit mais une productivité accrue par une accélération du travail, avec des augmentations de salaires bien inférieures à l'augmentation du prix de vente des voitures (16,8 % dans les deux dernières années), la direction Peugeot prétend ne pas arriver à réduire ce qu'elle présente comme son « déficit ».

C'est tellement pratique, un déficit ! L'Etat se met en quatre pour

lui offrir un crédit d'impôt de 775 millions de francs et pour lui accorder un prêt de 2 milliards de francs. L'administration, à laquelle Peugeot présente des demandes de licenciement, n'a pas le cœur de les lui refuser, que ce soit à Talbot Poissy il y a deux ans, ou dans le Nord, à Hordain, cette semaine.

Même les syndicats, CGT en tête, radicalisation oblige, se lancent dans la bataille — par tracts — pour « sauver l'industrie automobile », pour proposer, qui un petit modèle, qui une modernisation humaine.

Et pendant ce temps, dans les ateliers de production, la vis sans fin serre un peu plus les travailleurs de fabrication. Pendant ce temps, les actionnaires du groupe Peugeot ne se laissent pas impressionner par le prétendu déficit : le titre Peugeot a gagné 70 % depuis l'automne dernier.

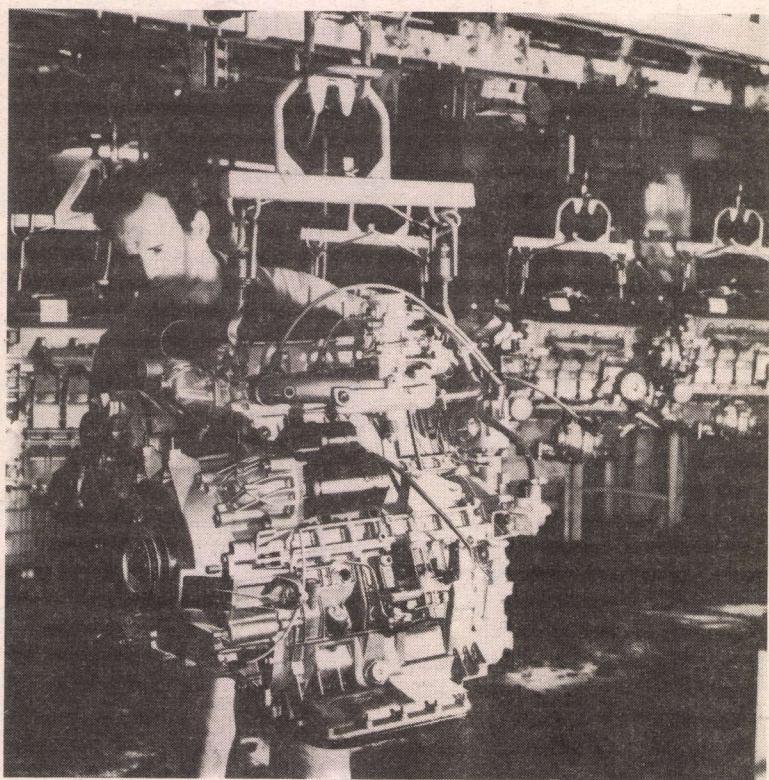
Et il faudra sûrement une nouvelle révolte des ouvriers pour que tous ceux qui s'extasiaient aujourd'hui sur le prétendu modèle d'exploitation de Peugeot redécouvrent que les OS, toujours majoritaires dans cette industrie, en ont ras le bol.

### • Chauvinisme outrancier de la CGT

« Comtois, défends ton industrie automobile », « Priorité à la France, à notre marché » lançaient les tracts de la CGT distribués aux travailleurs pour les appeler à manifester, le 6 juin dernier, dans le cadre des nombreuses « journées d'action » organisées par les Unions Départementales.

Le jour dit, il n'y avait à Montbéliard qu'environ 130 manifestants, dont une quarantaine se sont groupés derrière des pancartes affichant des slogans différents de ceux de la CGT.

Même si ces travailleurs étaient, eux aussi, peu nombreux, c'est quand même ceux qui affirment que les travailleurs ont à défendre leurs intérêts et pas ceux des industriels qui avaient raison.



### • Pas de quoi rouler les mécaniques

L'atelier de mécanique totalisait, en 1981, 3 463 salariés. En 1984, il n'y en avait plus que 2681.

Dans ce secteur il n'est absolument pas question pour la direction de moderniser.

La plupart des machines d'usinage datent des années 1950 et fuient. La direction se plaignait récemment d'avoir perdu 10 000 litres d'huile en 1983 à cause des fuites diverses. Le sol de la plupart des chantiers est une gadoue de sciure et d'huile mêlées qui pue.

Il n'y a pas que les machines qui fuient, les toits aussi. La direction fait tendre des bâches pour éviter qu'il ne pleuve sur les postes de travail, et les armoires électriques sont protégées par des plastiques.

Dans le secteur des cylindres, les ouvriers débloquent les rouleaux, les élévateurs et les échangeurs qui transportent les cylindres d'un poste à un autre... à coups de barre à mine.

Tout cela n'empêche pas que l'accélération du travail entraîne une importante augmentation de la productivité. Ainsi, la chaîne de montage des moteurs 504-505 produisait en moyenne 450 moteurs par tournée en 1981. Aujourd'hui les travailleurs montent 400 moteurs avec un effectif réduit de moitié. Sur les chantiers d'usinage, une nouvelle « implantation » oblige les ouvriers qui travaillaient sur une machine à travailler désormais sur deux, voire trois machines.

### • Ça y va à la soudure

En cinq ans, depuis 1980, l'effectif d'un atelier d'emboutissage est passé de 3400 à 1900 et sort chaque jour le même nombre de carcasses de voitures (1560).

Cette augmentation de la productivité n'est pas due aux 30 robots installés depuis 1977, lors du lancement de la « 305 ». Elle n'est pas due non plus à la refonte récente des équipes, organisée pour mettre aux tâches directement productives un plus grand nombre de professionnels, qui faisaient autre chose auparavant.

L'augmentation de la productivité est essentiellement due à une exploitation accrue des ouvriers de fabrication, comme en témoignent quelques réflexions de travailleurs sur chaîne de ce secteur :

— J.P. : « C'est de pire en pire. Ils mettent la grande vitesse le matin en arrivant et, lorsqu'ils sentent que leur production du jour ne risque rien, ils ralentissent la chaîne. Ce qui n'empêche pas qu'en fin de

journée ils peuvent très bien nous annoncer qu'il y a du « rab » à faire. Ils appellent ça : « faire la majoration ». Ça nous fait rester aux postes jusqu'à 10 minutes, ou même seulement 5 minutes avant le coup de sirène.

Pour se défendre, les gars se mettent en maladie ».

— C. : « Avant, le copain d'en face pouvait nous remplacer, en plus des dépannages officiels, pour aller aux toilettes par exemple. Aujourd'hui, c'est fini. Avant, on travaillait en chaîne avec l'espoir d'une promotion ou d'être versé, vers les 40 ans, aux postes de contrôle. Maintenant, c'est fini. Le service contrôle est supprimé, et aujourd'hui il faut contrôler son propre travail ; un moyen de plus pour le patron de nous prendre en défaut et de pouvoir nous sanctionner.

Et tu vois, il suffit que je parle et, si j'oublie un point de soudure, c'est signalé en aval et c'est l'engueulade... »

### • Une prime en forme d'arête

Toute fière, la direction générale a annoncé au personnel le lancement d'une nouvelle voiture fabriquée à Poissy, en informant du montant des investissements (2,5 milliards de francs) qu'elle aurait effectués pour l'occasion.

En même temps, elle informait qu'elle octroyait généreusement aux travailleurs une prime individuelle de lancement de 400 F.

Mais les ouvriers ont de la mémoire. Ils n'oublient pas que la prétendue modernisation de Poissy s'est faite avec le licenciement de 1900 ouvriers de Talbot il y a deux ans, avec le soutien du gouvernement.

Le prix du lancement de ce nouveau modèle, la classe ouvrière l'a payé cher, et la prime de lancement a vraiment une mauvaise odeur !

### • L'Outillage : une nouvelle agence de voyage

L'Outillage central regroupe 1800 ouvriers professionnels, qui réalisent de l'outillage pour les presses, des montages de soudure, des machines-transfert, etc.

Depuis quelques années ces travailleurs sont aussi devenus des professionnels... de la mobilité. Le balluchon est de rigueur, que ce soit pour aller travailler en chaîne dans les secteurs de fabrication du centre de Sochaux, ou que ce soit pour aller travailler à Poissy, Mulhouse, Douvrin, ou pour aller voir Vesoul.

La direction a fait signer des contrats à certains ouvriers,

l'autorisant à déplacer le travailleur à la guise de l'employeur, aussi souvent qu'elle estime en avoir besoin.

Dans une équipe, certains se sont occupés à aménager une roulotte de chantier en petit magasin ambulant. Cette caisse à outils roulante sera destinée à transporter la visserie et le nécessaire pour les montages à Poissy ou ailleurs.

Des travailleurs ont baptisé cette roulotte « la cage aux folles », car il paraîtrait qu'un fada des dépassements d'heures y passerait la nuit lorsqu'il serait trop tard pour rentrer chez lui.

### • En Carrosserie : suppression de postes

Dans un secteur de préparation du montage des châssis, la direction fait installer une machine automatique et annonce aussitôt des suppressions de postes et des mutations d'ouvriers de l'horaire de jour en horaire d'équipe, beaucoup plus fatigant.

Ailleurs, la direction prépare pour septembre 1985 la suppression de tous les postes de contrôle doubles, si bien que les travailleuses du secteur se

demandent si elles ne seront pas purement et simplement licenciées à ce moment-là.

Il y a bien eu un poste nouveau créé récemment : celui de réparateur des bancs de repos. Mais à moins que la direction ne fasse d'abord réparer nos gammes de travail, il y a peu de chance que ces fameux bancs soient usés rapidement, parce que nous n'avons guère le temps de nous en servir.

### • Une devise choc

Le chargé de mission « spécial suppressions d'emplois » d'un secteur de tôlerie n'hésite pas à user d'une formule choc : là où il y a trois personnes, il n'en faut plus que deux ; là où il y en a deux, il n'en faut plus

qu'une ; et là où il y en a une, le poste est à supprimer.

Alors lui, qui semble avoir un poste unique, on ne le lui fait pas dire... Bon voyage !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Emboutissage



## La lutte contre le chômage vue par les patrons

Comment lutter contre le chômage, qui atteint aujourd'hui près de trois millions de personnes (2,5 officiellement), tandis qu'en 1984 quatre millions de personnes ont été, à un moment ou un autre, inscrites à l'ANPE ?

Pour le CNPF, la réponse est simple : la législation est trop rigide, les salaires trop élevés. Et si la « flexibilité » de l'emploi entrainait dans les textes — entendez par là la possibilité pour les patrons d'embaucher et surtout, de débaucher comme ils veulent —, les patrons créeraient bien plus d'emplois.

Eh bien, l'INSEE et le commissariat général au Plan se sont livrés à une simulation sur cinq ans des conséquences de

deux mesures : la diminution annuelle de 1 % des salaires réels et la suppression de tous les « blocages » concernant les licenciements. Si la diminution de 1 % des salaires se poursuit, il y aura dans cinq ans... 31 000 chômeurs de moins. Et si l'on diminue l'horaire moyen de travail de 1 % par an sans compensation, dans cinq ans il y aura tout au plus 131 000 chômeurs en moins.

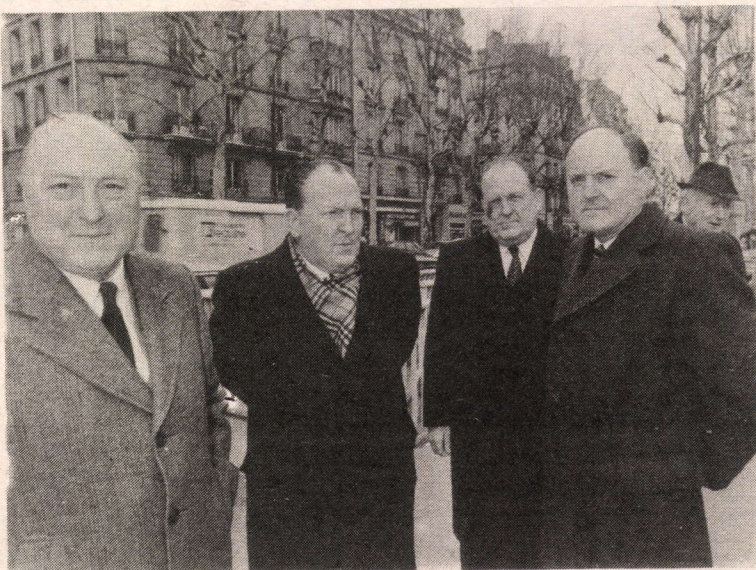
Quant au droit de licencier sans formalité, au début les conséquences ne seraient pas fameuses : la première année, il y aurait 101 000 chômeurs de plus ; mais, en 1998, 22 000 en moins. Comme quoi le CNPF ne ment pas vraiment...

De tout cela, on se doutait, bien sûr. Mais les

chiffres, qui non seulement projettent la crise à son niveau actuel mais en plus spéculent sur une hypothétique reprise, montrent combien les mesures proposées par le patronat ne sont pas, ne peuvent pas être des mesures destinées à résorber le chômage. En fait, les objectifs du CNPF correspondent à quelque chose de bien plus sérieux pour les patrons : maintenir, voire accroître les profits, malgré la crise. Pour cela les patrons ont déclaré la guerre au niveau de vie des travailleurs. Et ce que l'activité industrielle ne leur donne plus, ils comptent le puiser dans la poche des travailleurs.

J.J.F.

## La gentille condamnation des frères Willot



Trois des quatre frères Willot, qui avaient mis le groupe textile Boussac en coupe réglée, ont été condamnés. Pas pour avoir détruit ou menacé les emplois de milliers de travailleurs : la justice ne condamne pas pour cela. Mais pour avoir enfreint les lois capitalistes du droit des affaires, c'est-à-dire avoir porté tort à leurs concurrents. Le président du groupe, Jean-Pierre Willot, qui avait mené la danse, récolte un an de prison ferme et deux millions et demi de francs d'amende. Le deuxième, dix-huit mois avec sursis et une amende du même montant. Et le troisième est seulement mis à l'amende.

Le premier n'ira d'ailleurs pas tout de suite en prison comme un vulgaire voleur de pommes. Il a fait appel et ne sera mis au trou que dans un an environ, si la justice, qui comme chacun sait est insensible aux considérations politiques et électorales, confirme cette condamnation. Et même dans ce cas, le prisonnier et roi du textile Willot n'aura

pas à fabriquer des chaussures dans les ateliers de l'administration pénitentiaire, pour se faire de l'argent de poche.

D'abord parce que, dans ce milieu-là, une condamnation ne brise pas forcément une carrière. Le même Jean-Pierre avait déjà été condamné en 1976 à deux ans de prison avec sursis pour malversations financières. Ce qui n'a pas empêché le ministre de l'Industrie de l'époque, Monory, et le tribunal de commerce de Lille de lui faire cadeau du groupe Boussac, sur lequel les capitalistes étaient nombreux à lorgner.

Ensuite, trois des frères Willot sont encore salariés du groupe à 50 000 F par mois, grâce à la complicité du nouveau P-DG, un bon ami à eux. Ils ont même conservé 16,5 % des actions.

Et aujourd'hui le groupe Boussac vaut paraît-il de l'or. Des milliers de travailleurs ont été jetés sur le pavé. D'autres sont menacés de l'être, puisque le nouveau P-DG a annoncé son intention de se débar-



rasser de diverses filiales et des travailleurs qui y sont employés. Mais il y a des immeubles et des terrains, des magasins qui rapportent, comme le Bon Marché et la Belle Jardinière, Conforama et Christian Dior. On trouve tout dans le groupe Boussac, y compris beaucoup d'argent injecté par les pouvoirs publics pour maintenir l'affaire à flot, le temps qu'il faudra.

Et même en tenant compte des dettes, il resterait de l'ordre d'un milliard et demi de francs, a calculé le journal *L'Expansion*.

Ce procès est une mascarade, une sanction pour la forme. Demain, quand les Willot, par homme de paille interposé, tenteront à nouveau de jeter des travailleurs à la rue, il y aura donc encore quelque chose à leur prendre : du capital, des immeubles, sur lesquels les travailleurs pourront se payer.

A condition bien sûr de le vouloir, ce qui n'est le cas ni du gouvernement, ni de la justice.

Pierre VERNANT

## La Bourse aime la gauche respectueuse



L'hebdomadaire *Le Nouvel Observateur* a publié dans son numéro couvrant la semaine du 7 au 13 juin un dossier sur comment « faire fortune sous Mitterrand ». Il en ressort que tous ceux qui ont investi en Bourse pendant le début du septennat ont gagné. De la fin 1981 à aujourd'hui, la fortune boursière a été multipliée par 2,2 ou 2,3, pour atteindre le chiffre record de 500 milliards de francs. Et il ne s'agit là que de moyennes. Certaines actions ont vu parfois leur cours multiplié par 5 ou 7 en quelques mois, faisant la fortune des spéculateurs bien renseignés. Ce phénomène de montée de la Bourse, même s'il n'est pas limité à la seule France, revêt ici une signification particulière. Il se produit en fait en France chaque fois que la gauche est au gouvernement : en 1946 (tripartisme SFIO-PCF-MRP), en 1954 (Mendès-France) et même en 1957 (Guy Mollet). L'explication en est simple : une fois les fausses frayeurs de la petite bourgeoisie dissipées, les possédants se rendent bien compte que la gauche au gouvernement c'est la

paix sociale, les usines qui tournent (celles qui ne sont pas en crise). Cela entraîne un mouvement de capitaux vers la Bourse où sont cotées la plupart des entreprises importantes, d'où la hausse qui attire de nouveaux capitaux alléchés. C'est bien sûr pour une grande part artificiel et la Bourse pourrait s'effondrer tout aussi massivement, mais pour l'instant cela tient toujours...

Plusieurs circonstances semblent avoir amplifié le mouvement depuis 1983 : la rigueur, bien sûr, la levée de l'anonymat sur l'or, le marasme de l'immobilier et même les nationalisations qui, en restreignant le nombre d'actions disponibles, ont contribué à la montée de la demande.

Brèf, quand on est déjà un tant soit peu riche, il n'est pas toujours nécessaire d'envoyer ses capitaux en Suisse quand la gauche arrive au pouvoir. Il suffit d'acheter en Bourse tout au début, lors de la panique : cela rapporte gros après...

Alain LEMART

### Textile, chaussures :

## ces industries qu'on nous dit moribondes

« La chaussure attire de nouveau les investisseurs financiers c'est le journal patronale *Les Echos*, qui est censé s'y connaître en bonnes affaires, qui l'affirme. Il relève que Paribas vient d'investir dans une société de chaussures de sport. Et que des financiers suisses ont pris le contrôle de deux entreprises de chaussures de Romans qui avaient déposé leur bilan.

Bref les capitalistes, après avoir beaucoup licencié et fermé de fabriques de chaussures, y prennent maintenant leur pied. D'autant plus que, toujours selon le même journal, les nouvelles machines permettent de réduire les temps de fabrication.

C'est comme dans l'industrie du vêtement. La nouvelle société du groupe Boussac a, lors de sa fondation, vu arriver une kyrielle de demandes de la part d'une flopée de renards du capitalisme attirés par l'odeur du profit. Plusieurs sociétés fabriquant des vêtements se sont récemment introduites en Bourse, ce qui suppose l'annonce de bénéfices attrayants. Un certain nombre de capitalistes du secteur, qui ont bénéficié d'aides financières grâce au « plan textile » mis en place en 1981 par le gouvernement Mauroy, se remplissent donc les caisses. Après avoir largement importé des articles à bas prix des pays d'Asie, d'Afrique du Nord ou du Portugal, ces gens-là font aussi tourner à plein leurs usines françaises.

Tous ont tenté de faire croire aux travailleurs que la concurrence des pays à bas salaires les faisaient courir à l'usine.

C'était faux. Faux mais, pensaient-ils, efficace pour persuader des travailleurs d'accomplir les sacrifices qu'ils voulaient leur imposer.



## Procès en Pologne :

# Un réquisitoire hargneux

Au procès des trois dirigeants de Solidarnosc, le procureur a requis des peines de cinq ans de prison pour Wladyslaw Frasnyski et de quatre ans pour Bogdan Lis et Adam Michnik. Cela, pour s'être réunis dans un appartement et avoir appelé à une grève de quinze minutes. Dix mois de prison la minute de grève : la dictature fait bon marché de la liberté d'autrui.

Le réquisitoire était émaillé des habituelles formules dans le style inimitable Staline-Jaruzelski dénonçant ces « agents anti-polonais à la solde des centres de subversion étrangers hostiles à la Pologne ». Michnik, qui depuis le début avait droit à un « traitement de faveur », était taxé de « boy-scout en culottes courtes, cynique et anti-polonais, ayant pour seul but des activités contre-révolutionnaires ». Le cynisme, la contre-révolution, les tribunaux de Jaruzelski connaissent. Ils

sont même experts !

Le procès a été si parodique jusqu'ici que les huit avocats ont d'ailleurs déposé au tribunal une motion dénonçant « sa partialité et son hostilité envers les accusés, à qui il n'a jamais été permis de parler librement ni d'organiser leur défense ».

Mais entre l'attitude des accusés, celle de Walesa venu témoigner en leur faveur, revendiquant hautement leurs responsabilités dans l'organisation d'une grève contre la hausse des prix et les mille et une mesquineries d'une dictature qui n'a qu'une idée fixe, remettre en prison les dirigeants de Solidarnosc qu'elle avait pu relâcher dans le passé, le contraste était suffisamment grand pour montrer clairement que le régime de Jaruzelski est plus que jamais une dictature minable, isolée et qui ne vient pas à bout de la contestation.

J.F.



## Elections en Hongrie.

# Bureaucratie et démocratie

Des élections ont eu lieu en Hongrie, pour pourvoir 387 sièges du Parlement hongrois. Chose nouvelle : il y avait 762 candidats. Il faut dire que la multiplicité des candidatures est devenue obligatoire, excepté pour 35 candidats jugés trop « populaires » pour se voir opposer d'autres candidats : il s'agit bien entendu des principales personnalités du régime. On n'est jamais trop prudent !

C'est au cours de « primaires » que les candidats

ont été désignés : des réunions ont été organisées dans chaque circonscription, et le candidat à la candidature devait réunir au moins un tiers des voix des participants à ces réunions. Tous les candidats oppositionnels ont été écartés par ces « primaires », évidemment manipulées.

Quant aux candidats retenus, ils devaient obligatoirement souscrire au programme du Front populaire patriotique officiel...

# Le cadavre de Mengele et la décomposition de la société

Les déclarations de la famille de Josef Mengele, l'ancien médecin-chef du camp de concentration d'Auschwitz pendant la Deuxième Guerre mondiale, affirmant qu'il a trouvé la mort par noyade au Brésil en 1979, ont une nouvelle fois remis à l'ordre du jour le vieux dossier des criminels nazis réfugiés sous l'aile des dictatures d'Amérique latine.

Mengele s'était tristement rendu célèbre en pratiquant des « expériences » médicales sur des cobayes humains qu'il puisait dans les convois de détenus, envoyant les autres directement à la chambre à gaz. Il est considéré comme directement responsable de la mort de 300 000 à 400 000 personnes.

Et aujourd'hui on parle du « médecin fou » d'Auschwitz !

Mengele était peut-être

fou. Tout comme l'étaient peut-être un Hitler ou un Goebbels. Mais tous les fous sadiques, comme ceux dont la police de San Francisco a récemment découvert les crimes, ne deviennent heureusement pas des Mengele et des Hitler, disposant de toute la puissance d'un appareil d'Etat pour perpétrer leurs crimes et assouvir leurs penchants.

En 1933, ce sont des hommes lucides, en pleine possession de leurs facultés intellectuelles, qui ont ouvert les portes du pouvoir à des dizaines de milliers de petits ou grands Mengele. La bourgeoisie allemande, par le truchement des Krupp et des Hindenburg, a fait ce choix parce qu'elle avait besoin de réduire un puissant mouvement ouvrier à merci, d'éliminer d'abord tout ce que la

classe ouvrière allemande avait de militants, communistes, socialistes, syndicalistes, afin que les Krupp, les Hoechst, les IG Farben puissent, malgré la crise, faire suer des profits aux travailleurs. A l'époque, non seulement la bourgeoisie allemande mais aussi les autres bourgeoisies des pays dits démocratiques, la France et la Grande-Bretagne, avaient approuvé, voire applaudi.

Plus près de nous, pour que les United Fruit, les ITT ou Lesieur puissent imposer des conditions de vie intolérables à des peuples entiers, les Reagan et les Mitterrand, dont la lucidité n'est pas en cause, ont porté au pouvoir des fous massacrés, comme les Bokassa, les Somoza, tandis que les Stroessner ou les Duvalier sévissent encore, avec leur soutien.

Jean-Jacques FRANQUIER

## ALGERIE

# Emeutes paysannes contre un partage des terres au service des riches

A Ghardaïa, une oasis à 500 km au sud d'Alger, des émeutes ont opposé des familles de paysans pauvres à la police de Chadli. Des véhicules et des édifices publics ont été détruits. Le ministre de l'Intérieur s'est même déplacé pour juger de la gravité de la situation. Des arrestations auraient eu lieu. Mais les autorités gouvernementales, par ailleurs très discrètes sur cette affaire, affirment qu'il n'y a pas eu de morts. Elles préfèrent, pour le moment, faire semblant de chercher la cause de ces échauffourées dans « la fièvre du ramadan ».

Mais la cause véritable est tout autre. Actuellement, entrent en application les décisions du gouvernement algérien concernant la redistribution et le remembrement des terres. Ces décisions avaient été prises il y a deux ans, et elles entraînent en application cette année seulement.

Entre 1980 et 1983 en effet, la production de céréales avait chuté de 22 à 12 millions de quintaux. Depuis, le gouvernement algérien comble le déficit en denrées alimentaires, en dépensant le quart des recettes du gaz et du pétrole à l'achat de nourri-

ture. Cela lui a permis, pour le moment, d'éviter les émeutes de la faim qu'ont connues ses voisins, le Maroc et la Tunisie, ainsi que l'Egypte.

Pour relancer l'activité, le gouvernement algérien a joué la carte de la reprivatisation de tous les domaines d'Etat nationalisés lors de la réforme agraire, il y a quinze ans, et dont les résultats étaient déficitaires.

Le gouvernement distribue gratuitement des parcelles de un à quatre hectares. Les candidats à la propriété deviendront effectivement propriétaires au bout de cinq ans, s'ils obtiennent une production conséquente.

Les candidats sont nombreux. Et on ne compte pas seulement des fellahs, mais également des artisans, des commerçants, des membres des professions libérales. La demande de terre dépasse largement l'offre.

Commencée en avril dernier à Ghardaïa, la distribution des terres cultivables avait vu répartir 1 385 ha en 358 parcelles. Ce sont les critères de choix qui ont déclenché la colère des villageois.

Si, en principe, des prêts

sont accordés aux plus pauvres des paysans algériens affamés de terres, en réalité, ce sont les plus riches qui sont favorisés, car le gouvernement donne en fait la priorité à ceux qui sont capables de financer eux-mêmes la mise en exploitation des terres.

Et comme, pour obtenir des terres, il vaut mieux également entretenir de bonnes relations avec les autorités locales, dans la région de Ghardaïa, région des Mozabites traditionnellement actifs dans le commerce, cela signifie que ce sont les gros commerçants qui ont été bien évidemment les premiers et les mieux servis.

C'est cette insoutenable injustice qui a révolté les fellahs de Ghardaïa et soulevé leur colère.

Nous ne savons pas quelle est l'ampleur de cette révolte, ni si de tels mouvements vont accompagner ailleurs le remembrement actuellement en cours dans l'Algérie. Mais il est sûr que c'est la seule méthode sur laquelle les paysans peuvent imposer un autre partage des terres.

Jacques FONTENOY



## Haïti vaut-elle une messe... démocratique ?



Jean-Claude Duvalier, le dictateur de la République d'Haïti, vient de le promettre : il y aura la démocratie à Haïti, avec la liberté pour les partis d'opposition, mais dans dix-huit mois, pas avant.

Et peut-être, pas après.

Les mauvaises langues disent que ce sont les États-Unis qui sont la cause de ces déclarations tonitruantes. Ils souhaiteraient en effet que la dictature haïtienne présente un visage un peu plus avenant. Ils ont mis cette condition, paraît-il, à un prêt de 500 millions de francs, sur trois ans.

Quel crédit accorder aux déclarations de « bébé Doc », quand on sait que l'an dernier il avait demandé au ministre de l'Intérieur, au chef des sanglants « tontons macoutes » (les hommes de main du régime), au chef de l'armée et aux préfets, de ne plus arrêter les gens sans mandat, de respecter les 48 heures de garde à vue, de ne plus brutaliser les prisonniers. Toutes pratiques qui n'ont jamais cessé et sans qu'aucune sanction soit prise contre ces « responsables », bien entendu.

Pour que tout soit bien clair, il paraît qu'en privé Duvalier, le « président à vie » d'Haïti, ironise sur « ces salopards qui croient que je leur apporterai la démocratie », d'après les confidences d'un de ses anciens ministres.

Mais enfin, s'il faut parler de démocratie pour toucher un demi-milliard de francs, on comprend que Duvalier soit prêt à faire un petit effort... verbal. Surtout si, dans les faits, il reste dictateur à vie.

## AFRIQUE DU SUD

# Le 16 juin 1976 : la révolte de Soweto

Soweto — South West Town — la ville du sud-ouest. C'est de ce ghetto situé aux portes de Johannesburg, où sont parqués plus d'un million de Noirs, qu'est partie en juin 1976 la révolte de la jeunesse noire d'Afrique du Sud, gagnant ensuite d'autres centres, d'autres couches de la population. Pendant près de cinq mois, émeutes, mouvements de grève ont touché tout le pays. Et si, depuis, aucun mouvement n'a connu une telle ampleur ni secoué aussi profondément le régime de l'Apartheid, le feu de cette révolte ne s'est pas éteint.

### Soweto 76

Le 16 juin 1976, éclatent les premières émeutes à Soweto parmi la jeunesse des écoles, à qui le gouvernement voulait imposer la langue afrikaans, celle des oppresseurs blancs. Après plusieurs jours de grève où les écoles sont transformées en tribunes de discussion, les jeunes décident d'organiser une manifestation pacifique. La répression est immédiate : les brigades anti-émeutes sont envoyées sur place, appuyées par des chars et des hélicoptères. Loin d'enrayer le mouvement, cela déclenche des émeutes. Locaux administratifs, écoles, bus, les symboles du pouvoir central sont attaqués et incendiés. Les jeunes manifestent aux cris de : « *Pouvoir noir* ». Pendant cinq jours, les « enfants de Soweto » se dressent contre le régime et affrontent une des polices les mieux entraînées du monde. La répression sera sévère : on comptera 300 morts et 2 000 arrestations, dont de très nombreux enfants de moins de douze ans.

Pendant ces cinq jours d'émeutes et dans les semaines qui suivirent, les jeunes de Soweto se réunissent dans les écoles, y amenant parents et professeurs, où ils élisent un Conseil Représentatif des Etudiants de Soweto (SSCR) qui, dans les mois qui suivront, va apparaître comme l'organisateur de la lutte contre le régime.

Car, après une accalmie, le mouvement reprend et s'étend. Le 4 août, les étudiants organisent une première grève des transports dans la banlieue noire de Johannesburg, empêchant les ouvriers de se rendre à leur travail. Suivie à plus de 65 %, elle touche particulièrement les quartiers industriels de Johannesburg, quasi déserts. Une seconde grève, le 23 août, lancée pour protester contre les détentions, est encore plus largement suivie, puisque 80 % des travailleurs africains ne rejoignent pas leur travail. Au lendemain de cette grève, la police monte une provocation, incendiant des foyers où vivent des tra-



Emeutes à Captown en août 1976

vailleurs zoulous célibataires pour les lancer contre les « fauteurs de troubles » de Soweto.

Dans le même temps, la contestation s'étend et touche d'autres villes et d'autres couches de la population. Déjà, les mouvements de grève lancés par le Conseil des Etudiants n'auraient pu aboutir si les travailleurs noirs n'avaient pas adhéré à la lutte. En septembre, ce sont les jeunes Métis du Cap, partie de la population un peu moins maltraitée que les Noirs, dans une ville aux traditions un peu plus libérales, qui se dressent contre le pouvoir. Les quelques privilèges accordés aux Métis n'empêchent pas ceux-ci de se déclarer solidaires des Noirs.

Pendant ce temps, à Soweto, une nouvelle grève générale est prévue pour le 13 septembre. Elle est suivie par 90 % de la population. Une autre grève démarre au Cap le 15.

La répression s'accroît alors.

Le ministre de l'Intérieur déclara : « *Jusqu'à présent le gouvernement a gardé les mains douces pour s'occuper des manifestations* », et s'en « *occupe* » à sa manière. Les vagues d'arrestations s'étendent dans le pays, touchant les jeunes, mais aussi les dirigeants syndicaux et les opposants politiques, même modérés. Et le gouvernement sud-africain réussit, pour un temps, à s'assurer un répit. Mais en fait, après Soweto, la révolte du peuple noir d'Afrique du Sud ne s'éteindra pratiquement plus.

### Soweto 85 : Toujours la révolte

Depuis Soweto, le gouvernement sud-africain n'a guère varié dans ses réponses à la révolte des travailleurs noirs, toujours basées sur une répression féroce. Il a seulement tenté quelques timides réformes, ne changeant fondamentalement rien au système d'oppression de la majorité de la population par une minorité de Blancs, afin

de faire illusion, sinon parmi les exploités, du moins aux yeux de l'opinion internationale.

C'est ainsi qu'il s'est engagé vers la création d'un Parlement pour les Indiens et les Métis. Le large boycott aux élections de ce Parlement, l'an passé, a montré quel cas la population métisse faisait de ces nouveaux « droits ». Plus récemment, il a parlé d'autoriser les « mariages mixtes ». Mais l'oppression demeure, et avec elle la révolte de la population noire, car celle-ci sait désormais que seule une lutte acharnée pourra changer son sort.

Dans cette lutte, un problème politique majeur est posé aux travailleurs noirs d'Afrique du Sud. Déjà, pendant quatre mois, le Conseil des Etudiants de Soweto a dirigé, organisé la lutte contre le régime, entraîné derrière lui une fraction de la classe ouvrière, sans qu'à aucun moment la classe ouvrière noire ne tente de créer sa propre direction des luttes. Elle est restée ainsi derrière le drapeau d'organisations de la petite-bourgeoisie, défendant des

revendications limitées à ses objectifs nationaux. Le même problème se pose aujourd'hui, où le principal rôle dirigeant est joué par le Front Démocratique Uni, l'UDF, qui cherche à se faire reconnaître comme le seul interlocuteur face au gouvernement blanc et au sein duquel les dirigeants petits-bourgeois noirs jouent le premier rôle.

Pourtant, la classe ouvrière noire représente une force considérable en Afrique du Sud, et de par son nombre, et de par sa position dans ce pays industriel, où elle est puissamment concentrée. L'enjeu de la situation est pour elle d'apparaître comme une force autonome, de se battre sur son propre terrain, non seulement contre l'Apartheid, qui est aujourd'hui la forme politique choisie par la bourgeoisie blanche pour son exploitation, mais contre l'exploitation capitaliste elle-même ; une lutte dans laquelle la classe ouvrière d'Afrique du Sud pourrait rallier les opprimés de toute l'Afrique, par-delà les frontières créées par l'impérialisme.

Marianne LAMIRAL

## A Paris, 14 et 15 juin Initiatives contre l'Apartheid

Un certain nombre d'organisations et de militants ont pris des initiatives pour faire que, les 14 et 15 juin, l'anniversaire des événements de Soweto soit l'occasion d'une protestation contre la perpétuation du régime d'Apartheid en Afrique du Sud, et contre la complaisance que montrent à son égard les gouvernements occidentaux, dont, malgré ses déclarations hypocrites, le gouvernement Fabius.

C'est ainsi que, à l'initiative du Comité Anti-Apartheid de la faculté Censier, une manifestation doit se rendre vendredi 14 juin à 18 heures de la gare Montparnasse à l'Assemblée nationale. Samedi 15 juin, à l'initiative

du Mouvement Anti-Apartheid, un rassemblement de protestation est organisé, comme tous les mois, à 18 heures, devant l'ambassade d'Afrique du Sud, 59 quai d'Orsay à Paris (M° Invalides). Le 15 juin après-midi également, une « journée des martyrs des peuples noirs » est organisée, de 14 heures à 22 heures, salle Saint-Bruno, 9 rue Saint-Bruno, au métro La Chapelle, Paris 18° (participation aux frais : 30 F).

Lutte Ouvrière affirme sa solidarité avec les organisateurs de ces manifestations et, à travers celles-ci, avec la lutte de tous les opprimés d'Afrique du Sud.



# Israël retire ses troupes et reconnaît son échec

Le 10 juin 1985, le gouvernement israélien a très officiellement annoncé que l'armée israélienne se retirait du Sud-Liban, mettant ainsi un terme à trois années de guerre ; une guerre qui a largement meurtri la population libanaise, mais dont la population israélienne elle aussi a fait les frais.

## Trois ans d'occupation militaire

Le 6 juin 1982, l'armée israélienne entra au Liban. Le but avoué de cette opération militaire, baptisée « Paix en Galilée », était d'assurer la sécurité de l'Etat d'Israël, en occupant une bande territoriale large de quarante kilomètres.

En fait, en quelques jours, les troupes avançaient jusqu'à Beyrouth, bombardant villes et villages, tuant les populations, pourchassant et emprisonnant quiconque semblait « suspect ». Il ne s'agissait pas d'une simple « opération militaire », mais d'une véritable guerre qu'Israël menait contre les Palestiniens et la population pauvre du Liban.

Le siège de Beyrouth allait durer plus d'un mois. Beyrouth-Ouest, où se trouvent les quartiers pauvres et les camps de réfugiés, fut bombardé systématiquement. Le 20 août, après l'accord de cessez-le-feu, les combattants palestiniens quittent les camps. Il ne restait plus guère que des femmes, des vieillards et des enfants quand les Phalanges et les milices du commandant Haddad massacrèrent la population de Sabra et Chatila, avec la complicité des troupes israéliennes, qui ont laissé faire.

Depuis cette date, et bien

qu'Israël ait annoncé son intention de se désengager du Liban, des troupes étaient restées dans le sud, se heurtant presque quotidiennement à la population musulmane chiite qui pourtant les avait bien accueillies en 1982. Aux 20 000 morts de la guerre de 1982 se sont ajoutées toutes les victimes tombées au cours d'opérations de représailles ou de « nettoyage ».

## Le gouvernement israélien n'a pas atteint ses buts de guerre

Israël avait déclenché la guerre en déclarant vouloir se protéger des attaques palestiniennes sur sa frontière nord.

Mais l'intervention au Liban, outre sans doute des motifs économiques, fut dictée avant tout par la volonté de mettre en place dans ce pays un Etat fort, allié d'Israël. On peut dire qu'après sept ans de guerre civile, en 1982, l'Etat libanais s'était désagrégé et qu'aucune force ne semblait capable de l'emporter au moment où, par sa présence, la Syrie était devenue l'un des maîtres du jeu. De plus, les Palestiniens étaient toujours armés et, bien qu'affaiblis par la politique de leurs diri-

geants, qui avaient recherché des alliances avec les potentats arabes au lieu de mobiliser la population pauvre, ils n'étaient cependant pas vaincus, et l'OLP disposait d'un prestige important.

Par son intervention, Israël avait donc choisi de soutenir le clan Gemayel, des chrétiens maronites et des milices d'extrême-droite, contre les Palestiniens et la population musulmane. Mais l'Etat hébreu n'a pu imposer sa politique au Liban. Et l'intervention des impérialismes, des USA comme de la France, n'a rien changé. Aujourd'hui, il n'y a toujours pas d'Etat libanais, mais un Liban déchiré entre mini-Etats rivaux, où chaque chef de clan, à la tête de ses milices armées, joue son propre jeu et cherche à défendre avant tout ses propres intérêts.

Mais c'est une situation qui ne profite même pas à Israël. En effet ces mini-Etats ennemis entre eux se déclarent tous les ennemis d'Israël. Et Israël n'a dans son camp que « l'armée du Sud-Liban », une espèce de milice indisciplinée à laquelle il n'arrive même pas à faire rendre les « casques bleus » finlandais qu'elle a enlevés. Cette armée reste cependant la seule force sur laquelle Israël peut compter pour occuper la bande de territoire libanais, de 8 à 40 km de profondeur,

sur laquelle elle se réserve le droit de « faire toutes les incursions » nécessaires à sa sécurité. L'armée d'Israël laisse officiellement d'ailleurs derrière elle quelques centaines d'officiers pour essayer d'encadrer cette armée et, malgré son retrait officiel, aussi de nombreux soldats, si l'on en croit *Le Monde* du 13 juin.

Alors, sur le plan de la prétendue sécurité de la Galilée, Israël n'est pas en meilleure situation qu'auparavant, comme l'atteste le fait que, le jour même du retrait de ses troupes, deux roquettes tombaient en plein champ, en Galilée occidentale.

Quant aux Palestiniens, ils sont sortis de cette intervention affaiblis et sont maintenant encore plus désespérés. Mais le problème palestinien reste entier, celui de la diaspora palestinienne comme celui des Palestiniens restés dans les territoires occupés par Israël.

L'intervention au Liban n'a donc apporté aucune solution aux problèmes que se posait Israël en 1982. Au contraire. Elle n'a fait que dresser encore plus les peuples arabes contre l'Etat hébreu. Et la politique criminelle de ses dirigeants, toute la population israélienne risque de la payer cher un jour ou l'autre.

## En Israël, le début de la fin du consensus ?

Le seul aspect positif, si l'on peut dire, de cette guerre c'est que, pour la première fois depuis la création de l'Etat d'Israël, la population n'a pas fait bloc derrière ses dirigeants. Pour la première fois depuis sa création, s'est manifestée en Israël même une opposition à la guerre, et cela dès qu'il devint manifeste que l'armée avait dépassé les quarante kilomètres de territoire libanais dont l'occupation était présentée comme nécessaire, et que la guerre menée au Liban était une guerre de conquête et de destructions.

Les manifestations appelées par le mouvement « la paix maintenant » ont regroupé plusieurs milliers de personnes. Elles ont gagné en ampleur en septembre, après les massacres de Sabra et Chatila. De plus en plus aussi, au fur et à mesure que des soldats israéliens tombaient au Liban (il y eut en tout 654 morts israéliens et plus de 4 000 blessés), les manifestations d'hostilité à cette guerre où Israël apparaissait comme l'agresseur se sont multipliées.

Pour la première fois, l'union sacrée derrière sa politique, qui n'avait jamais fait défaut au gouvernement israélien, a commencé à se fissurer.

Marianne LAMIRAL

## L'Espagne et le Portugal dans le Marché commun :

# Toujours le capitalisme, et toujours pas l'Europe

Il aura donc fallu 8 ans de négociations pour que la communauté économique européenne (CEE) s'élargisse à l'Espagne et au Portugal. Jusqu'à présent, ces messieurs les capitalistes européens n'avaient pas trouvé incongru que l'Espagne et le Portugal en soient exclus, alors qu'ils trouvaient normal que des colonies françaises comme les Antilles ou la Nouvelle-Calédonie en soient membres de fait !

Mais en titrant, le même jour, au sujet des prix des céréales que « *Les Dix restent divisés* », *Le Monde* enregistrerait une fois de plus l'état réel de l'intégration économique auquel les Etats européens sont arrivés.

Une « Communauté » dont sont toujours exclus dix-huit Etats (en comptant les neuf pays d'Europe de l'Est).

Car la Communauté européenne n'a finalement que le nom de ses prétentions, et rien de plus. Parce qu'elle est l'Europe des trusts, elle reste celle des drapeaux différents, des hymnes nationaux différents, des monnaies différentes, du patriotisme de clocher, avec ses frontières, ses passeports, ses douanes, ses contrôles et ses réglementations qui sont autant d'exceptions à la notion d'intégration économique et autant d'anachronismes désuets.

A chaque nouvel arrivant, chacun des Etats fait ses

comptes. En faisant entrer un nouveau concurrent, que va-t-il gagner, que va-t-il perdre ? La Communauté européenne a permis quelques réussites qui ont surtout enrichi les industriels les plus performants. La perspective d'un avion de combat européen ou d'une défense militaire européenne ont de quoi faire frétiller d'aise les industriels de la CEE.

L'agriculture par contre est une pomme de discorde permanente.

Il suffit de voir les restrictions qui accompagnent l'entrée de l'Espagne et du Portugal pour mesurer que l'intégration européenne n'est certainement pas pour demain.

Il faudra dix ans avant que

l'Espagne ne puisse exporter ses fruits et légumes. Pourtant, l'actuelle CEE ne produit que 43 % de ce qu'elle consomme. Mais pour le moment elle préfère encore maintenir des droits de douane préférentiels pour Israël ou le Maghreb (8 et 4 %, contre 12 % à l'Espagne). De même, les flottes de pêche espagnoles ne seront pas autorisées à pénétrer dans les eaux territoriales européennes avant dix ans. Les canonniers français ont encore dix ans de bon devant elles pour envoyer par le fond quel que navire de pêche espagnol égaré dans des eaux territoriales « étrangères ».

Le Portugal aura de même dix ans d'attente avant que son

agriculture ne soit autorisée à se lancer dans la compétition européenne.

Et ne parlons pas des protections qui concernent le lait ou le vin, toujours excédentaires. Nous ne doutons pas que les ministres de l'Agriculture espagnol ou portugais sauront à leur tour ajouter quelques dissonances dans la cacophonie des réunions de routine à Bruxelles.

Mais pour qu'il en soit autrement et que le mot Europe ait un sens, il faudra que les travailleurs se mettent de la partie et débarrassent cette Europe capitaliste des trusts et des monopoles. Alors seulement, on commencera à y voir plus clair.

Jacques FONTENOY



# Le mécontentement grandit contre Alfonsín

Le 23 mai dernier la centrale syndicale argentine, la CGT, d'obédience péroniste, a appelé à un arrêt national de travail, qui a été largement suivi, en protestation contre la politique du gouvernement Alfonsín. Ce jour-là, des dizaines de milliers de manifestants se sont retrouvés sur la Place de Mai à Buenos Aires pour conspuer le gouvernement aux cris de « *Démission, démission* ».

Tout le mois de mai a d'ailleurs été ponctué par des arrêts locaux ou régionaux, lancés par la CGT en préparation de la grève du 23.

Toute une agitation s'est ainsi développée, qui a touché non seulement l'ensemble de la classe ouvrière, y compris les employés de l'Etat pourtant menacés par le gouvernement de licenciements, mais aussi toute une partie des classes moyennes, les enseignants et les commerçants en particulier.

C'est dire que la politique du gouvernement Alfonsín, au pouvoir maintenant depuis un an et demi, suscite de plus en plus de mécontentement dans toutes les couches de la société.

En septembre dernier la CGT avait déjà lancé un mot d'ordre d'arrêt national, qui avait été alors beaucoup moins bien suivi, pas seulement parce que la CGT n'avait alors fait aucun effort de préparation, mais aussi sans doute parce que le mécontentement n'avait probablement pas atteint les profondeurs qu'il atteint aujourd'hui.

Il faut dire que depuis l'automne dernier la situation économique s'est considérablement détériorée

## UNE ECONOMIE EN CRISE

Aujourd'hui la production est en chute (-7 % pour le premier trimestre 1985), l'activité commerciale est fortement réduite (-50 %, toujours pour le premier trimestre 1985).

L'inflation atteint un rythme de plus de 1000 % par an.

Et bien entendu, le gouvernement s'efforce d'imposer le plus lourd des sacrifices à la classe ouvrière. C'est ainsi que les réajustements mensuels

des salaires sont devenus depuis novembre dernier des réajustements trimestriels, et encore ce rythme n'est-il pas toujours respecté ; à chaque fois le réajustement salarial reste délibérément à la traîne de l'inflation. La CGT a pu ainsi calculer que les employés d'Etat ont perdu, rien que par l'inflation, 17 % de leur pouvoir d'achat en 1984 et 16 % rien que pour les 4 premiers mois de 1985. Une baisse d'un tiers de leur pouvoir d'achat : voilà le résultat de la politique d'Alfonsín.

Alfonsín a bien l'intention de poursuivre dans cette voie. Le 26 avril dernier, il appelait la population à un rassemblement à la Place de Mai pour annoncer lui-même qu'on était en « *économie de guerre* » et qu'il fallait être prêt aux sacrifices.

Le gouvernement vient d'ailleurs d'annoncer une dévaluation de 18 % du peso, qui va renchérir encore le coût de la vie pour les plus pauvres mais constituer une jolie prime pour ceux qui spéculent sur le dollar.

Alfonsín, pour faire des économies, prévoit de réduire de plusieurs dizaines de milliers le nombre des employés de l'Etat. Parallèlement, les faillites se succèdent, entraînant une vague de licenciements. Le 17 mai, la deuxième banque privée du pays, El Banco d'Italia, faisait faillite, laissant sur le pavé 3 000 employés et emportant avec elle quelque 100 millions de dollars appartenant à des milliers de petits épargnants.

## LA DETTE INTERNATIONALE

Si le gouvernement a peu d'égards pour les petits épargnants, il est beaucoup plus respectueux des créanciers internationaux et il n'est pas question que l'Etat n'honore pas les dettes vis-à-vis des banques internationales. Et une partie de plus en plus considérable des richesses produites dans le pays sert à cela. L'Argentine a 48 milliards de dollars de dettes et ce sont quelque 5,8 milliards de dollars qui lui sont réclamés cette année par ses créanciers.

Depuis le début de l'année 1985, un milliard de dollars ont



déjà été consacrés au paiement de la dette, un milliard de dollars avec lesquels, selon les calculs de la CGT, on aurait pu construire 300 000 habitations permettant d'héberger un million de sans-logis.

La ponction est si forte, alors que l'activité économique tourne au ralenti, que les milieux patronaux eux-mêmes protestent contre la politique d'Alfonsín, renâclent contre le gouvernement qui ne les aide pas assez à leur gré.

## LA CGT PERONISTE VEUT GERER LA PAUVRETE

C'est dans ce contexte de grogne générale que la centrale péroniste fait entendre sa voix. Non pas qu'elle se décide enfin à défendre les intérêts des travailleurs. Elle utilise plu-

tôt le mécontentement de ces derniers et des classes moyennes pour tenter d'obtenir elle aussi plus d'égards de la part du gouvernement radical. Selon le journal *El Tiempo*, les dirigeants de la CGT ont déclaré à un représentant du gouvernement : « *Si on nous demande de partager le coût politique du réajustement économique et de la crise, nous avons le droit de demander au gouvernement de partager la gestion des problèmes vitaux de la société* ». En somme, la CGT veut bien accepter l'impopularité si elle est effectivement associée à la gestion des affaires. D'ailleurs elle réclame explicitement le contrôle des œuvres sociales, la participation à la gestion des organismes bancaires d'Etat, des caisses de retraite et autres organismes.

## LA MEFIANCE LEGITIME DES TRAVAILLEURS

C'est-à-dire que si la CGT péroniste se montre aujourd'hui combattive contre le gouvernement Alfonsín, les travailleurs argentins ont tout lieu de se méfier d'une direction qui a maintes fois prouvé dans le passé qu'elle se moquait bien des intérêts de la classe ouvrière. D'ailleurs le plan de lutte de la CGT est en panne pour l'instant : elle n'a rien proposé pour donner suite à la journée du 23 mai. Et, de toute évidence, elle n'a pas l'intention de préparer les travailleurs à une véritable offensive contre la politique du patronat et du gouvernement.

En Argentine, comme ici, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes.

Dominique CHABLIS

## COLOMBIE

# Assassinats en série de militants d'extrême-gauche

Ces dernières semaines, la petite ville de Itagüí, près de Medellín, a été le théâtre d'une série d'assassinats perpétrés contre des militants syndicaux membres du regroupement politico-syndical « *A Luchar* », engagé depuis des mois dans la préparation d'une grève générale nationale.

C'est ainsi que, le 22 avril, Luis Correa Balbin, 32 ans, était enlevé en plein travail dans son garage au centre-ville par six hommes armés en civil qui l'emmenèrent en voiture. Ce n'est que huit jours plus tard que son corps fut retrouvé, marqué par les tortures et criblé de balles.

Le jour même où son corps fut découvert, le 30 avril, c'est Guillermo

Lugo, 32 ans, qui travaillait dans le même garage et était également un militant de « *A Luchar* », qui était assassiné par des inconnus. Le 3 mai, une boulangère d'Itagüí, Martha Cecilia Ypes, 29 ans, militait surtout sur le plan culturel, était mitraillée près de son domicile par deux inconnus en voiture.

Puis, ce fut le tour de Jorge Ivan Megia Rios, employé à Medellín. Arrêté par deux inconnus en civil, il était emmené vers une destination inconnue, et on le retrouva dans un terrain vague avec une balle dans la tête.

Le 24 mai, Jose Leonel Roldan, 30 ans, ouvrier de l'entreprise Coltejer, responsable syndical et dirigeant de

« *A Luchar* » à Itagüí, qui rentrait chez lui à midi en moto par l'autoroute, fut abattu par des inconnus en voiture.

Puis ce fut encore le tour d'un autre dirigeant syndical de Medellín, Nicolas Lopez Londono, président du syndicat de l'entreprise New Estetic.

Ces assassinats ne sont malheureusement que quelques exemples de la violence que la police, l'armée, les groupes paramilitaires font régner en Colombie, alors même que le gouvernement de Belisario Betancourt ne parle que de trêve, de dialogue et de paix.

« *A Luchar* », dans son éditorial du 5 juin, écrit : « Des centaines d'assassinats et de disparitions, des dizaines et

des dizaines de détenus de toute part. Les locaux syndicaux harcelés par les organismes de sécurité. Le vil attentat contre la direction du M19 perpétré à Cali, qui laisse le camarade Navarro Wolf se débattre entre la vie et la mort ; les bombes placées dans les bureaux du local du Parti Communiste et de Provienda ; les protestations du PC (ml) contre les récents assassinats de certains de ses dirigeants ; et maintenant, nos chers camarades de « *A Luchar* » tombés à Itagüí. Faut-il encore une preuve de plus que ce gouvernement est le responsable politique de la répression systématique contre les combattants et la gauche ? ».

D.C.



La bataille des Comités  
d'établissement à la SNCF

## Pour des intérêts de boutiques

Le Conseil d'Etat ayant décidé de casser l'existence des 327 CE à la SNCF, la CGT a appelé les cheminots à la grève pour le 19 juin, contre ce qu'elle appelle « *un véritable complot où se retrouvent côte à côte les sénateurs réactionnaires de la direction SNCF, le Conseil d'Etat et le gouvernement actuel* ». Ce faisant, la CGT retire son précédent appel à une grève sur les salaires et les effectifs le 20 juin, appel qui avait été formulé en commun avec la CFDT et la FGAAC, et ne met plus en avant que la défense des CE.

La presse n'a pas manqué de souligner que la CGT lançait ainsi à la SNCF, après SKF, une nouvelle offensive politique contre le gouvernement. La presse de droite, elle, n'a pu retenir un anticommunisme primaire traditionnel, en indiquant, comme *France-Soir* du 12 juin, que « *la CGT va se battre pour les 800 millions de francs de la SNCF* ».

### Les CE : un enjeu pour les syndicats

Les Comités d'entreprise ont été mis en place à la SNCF sous le ministère Fiterman. Et, depuis les élections professionnelles de décembre 1983, les délégués au CE ont donc remplacé les délégués au « Comité mixte » qui siégeaient jusque-là.

Lors de ces élections, toutes les organisations syndicales avaient bénéficié d'un accroissement global du nombre de postes, délégués du personnel et CE (même si ces derniers sont en fait un peu moins nombreux que les délégués Comité mixte) : 6 850 délégués, au lieu de 5 400 auparavant... Même les organisations syndicales qui voyaient leurs suffrages en voix baisser obtenaient plus de délégués : 484 postes de plus à la CFDT, malgré une légère baisse de voix, et surtout 274 postes de plus à la CGT, malgré une baisse de voix de 4 %.

Mais si ce point pouvait satisfaire toutes les organisations syndicales, il y avait un deuxième enjeu de taille à l'issue de ces élections : le contrôle des nouveaux Comités d'entreprise. Le plus grand CE de France, avec un total de 160 centres de vacances, 13 maisons familiales de vacances, 130 centres de loisirs, 300 bibliothèques, 130 cantines, le tout employant 5 000 personnes et représentant un budget social de 800 millions de francs lourds.

Et même si, aux termes du rapport de la commission Pirot nommée par Fiterman, seuls 440 millions de francs devaient être transférés (à l'exclusion par exemple de la gestion des logements ou des assistantes sociales), la convoitise des syndicats, même minoritaires, était de taille. La SNCF, quant à elle, s'est arrangée jusqu'à aujourd'hui pour bloquer même le transfert de ces 440 millions, en multipliant les procédures de retardement.

### FO, CFTC, CGC d'un côté ; CGT, CFDT, FGAAC de l'autre

A l'époque des élections, déjà, le découpage électoral avait fait l'objet d'âpres débats, car de celui-ci découlaient le partage de la manne attendue par tous. Au lendemain des élections, trois des organisations syndicales minoritaires, FO, CFTC et CGC, déposaient un recours. C'est la conclusion de cette procédure qui vient d'aboutir aujourd'hui.

Le Sénat a mis en cause la mise en place des 327 CE comme « *donnant un monopole de fait à un seul syndicat* — entendez la CGT — *faiblement majoritaire, mais fortement centralisateur et résolument conservateur* ». Et le Conseil d'Etat a donc cassé cette structure des CE, enjoignant à la SNCF et aux syndicats de négocier rapidement — les négociations s'ouvrent le 18 juin — et de parvenir à un accord unanime, faute de quoi le ministère tranchera par voie de décret.

Ce qui peut paraître étonnant, c'est que deux autres organisations syndicales minoritaires, la CFDT et la FGAAC (autonomes des agents de conduite), ont pris position dans cette affaire au côté de la CGT et publiquement critiqué le rapport du Sénat comme s'en prenant à la CGT. Mais on comprend mieux la nature de ce « soutien » à la CGT lorsqu'on analyse quelque peu les résultats de ces fameuses élections de décembre 1983 : la CGT, la CFDT, la FGAAC ont en commun d'avoir une représentation au CE à peu près équivalente : un élu CGT représente 89 voix en moyenne, un élu CFDT 102 voix, un élu FGAAC 110. Tandis que, bien plus loin, il faut deux ou trois fois plus de voix en moyenne à FO, à la CFTC, à la CGC pour chacun de leurs élus : respectivement 274, 233 et 255 voix.

Voilà donc ce qui départage les organisations syndicales dans cette affaire ; et voilà pourquoi CGT, CFDT et FGAAC ont intérêt au statu quo, alors que FO, CFTC et CGC contestent ces élections. Ces dernières ont tout intérêt à un remaniement du découpage actuel qui a abouti à ces résultats. D'autant que ce sont aussi ces organisations qui progressaient en 1983 (respectivement + 1,21 %, + 1,48 %, + 0,55 %), justement au détriment des trois autres (- 4,14 % pour la CGT, - 0,32 % pour la CFDT et - 0,14 % pour la FGAAC).

Répartition des postes, contrôle des CE et des budgets sont donc seuls en jeu : rien qui puisse changer quoi que ce soit au sort des cheminots eux-mêmes.

### La lutte nécessaire

Alors, il n'est pas indifférent que le Conseil d'Etat donne

tout de même, pour le principe, un coup de patte en direction de la CGT, et derrière elle en direction du PCF, et de la classe ouvrière elle-même. Mais il n'est pas vrai, comme le présente la CGT, que ce sont les CE qui sont en cause.

De toute évidence, aux prochaines élections qui doivent normalement se tenir à la fin de l'année, ou peut-être plus tôt, la CGT restera majoritaire. Quel que soit le découpage retenu, elle obtiendra la pleine responsabilité de la gestion des CE. Et même une révision du système actuel ne lui déplaît pas entièrement. Confrontée à des problèmes pour gérer, par établissement, des cantines ou des équipements sportifs communs à plusieurs établissements, elle a elle-même, depuis de nombreux mois, proposé des « associations de CE ». Et puis, elle a vu nombre de ses militants brusquement désertier en grand nombre le terrain syndical en devant assurer la tenue d'innombrables commissions dans le cadre des CE.

En fait, l'affaire des CE est pratiquement réglée d'avance. Mais les vrais problèmes, les salaires, les effectifs, sont occultés. C'est là-dessus que CGT, CFDT et FGAAC avaient

initialement prévu une journée de grève le 20 juin.

Aujourd'hui, CFDT et FGAAC ont mis pour l'instant une sourdine à cet appel ; la CFDT pourrait laisser ses sections décider localement. Quant à la CGT, elle aurait pu faire le choix de rajouter à la journée du 20 sa revendication concernant les CE. Elle a agi tout autrement, pour apparaître ostensiblement seule le 19.

Et cette journée du 19, elle l'axe exclusivement sur les CE, du moins jusqu'à présent. Pour s'expliquer de son changement de date, le Bureau fédéral a été écrit qu'« *ayant appris que la journée du 20 juin était retenue par de très nombreux voyages scolaires, il décide, en organisation responsable (sic) et soucieuse de l'intérêt des usagers, d'avancer cette initiative au mercredi 19 juin* ».

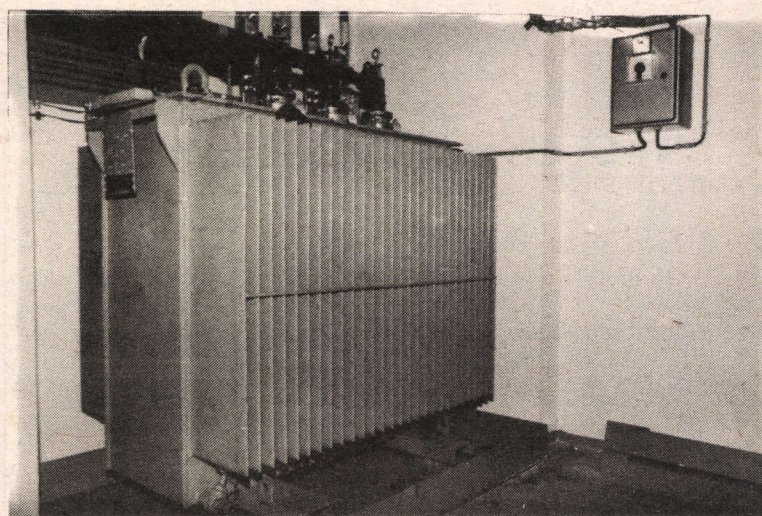
Les cheminots, eux, ne veront en tout cas pas dans cette manœuvre leur intérêt. La lutte qui s'impose à la SNCF, c'est celle des salaires, et aussi des effectifs. Voilà ce qui est comprimé depuis de longs mois. Et contre cela, c'est une lutte d'ensemble, totalement dégagée de toute manœuvre d'appareils syndicaux, que les cheminots doivent préparer.

Hervé MARTIN

## EDF : dioxine connexion

Le 10 juin en fin de matinée, s'est produit un accident lié au pyralène au poste de réseau EDF du 2 de la rue Turgot à Paris 9<sup>e</sup>. Lors de la manipulation d'un transformateur, la vanne de vidange s'est rompue. Plusieurs agents d'EDF ont été aspergés de pyralène. Ils sont actuellement sous surveillance médicale. Rapidement la fuite a été colmatée. Néanmoins 50 litres environ se sont répandus dans le poste. Suite à une consigne d'EDF, les agents se sont douchés dans un centre EDF situé à proximité. Du pyralène, qui est un produit non biodégradable et classé cancérigène, s'est donc écoulé dans les égouts.

A Reims, en février 1985, un transformateur contenant du pyralène avait brûlé et dégagé ainsi de la dioxine, contaminant un immeuble d'habitation. Après avoir tenté de minimiser les faits dans un premier temps, EDF a décidé de retirer de son réseau les 10 000 transformateurs contenant du pyralène (sans compter les 80 000 transformateurs qui se trouvent chez les clients moyenne tension). Le centre de distribution de Paris-Centre où s'est produit l'accident de lundi dernier possède une quinzaine de transformateurs de la sorte. Déjà 4 ont été déposés. Mais si la direction du centre a écrit des notes d'exploitation décrivant les procédures à sui-



vre en cas d'accident, elle ne s'est donné aucun moyen pour réaliser la dépose des transfo avec le maximum de sécurité. Aucun engin de manutention sérieux afin de sortir les transformateurs des postes qui sont situés sous les trottoirs. A Turgot, les agents EDF disposaient d'une barre à mine pour soulever un transformateur de 2 tonnes. Les agents ne possédaient ni combinaison, ni masque, ni lunettes (la commande avait été faite ; seules 4 ou 5 combinaisons étaient disponibles sur le centre en cas d'accident).

Cela fait plusieurs décen-

nies qu'EDF possède des transformateurs au pyralène ; elle ne s'en est jamais inquiétée alors que ce produit fait l'objet d'une réglementation depuis plus de dix ans en particulier aux Etats-Unis. Par exemple, il y a deux ans, sur Paris-Centre, plusieurs remplissages de transformateurs ont été effectués sans aucune protection. Maintenant que des associations et la presse ont dénoncé ce problème, EDF veut se débarrasser de ce produit vite fait, mal fait. Il faut le dénoncer.

Correspondant LO



□ Centre de Chèques Postaux  
(La Source-Orléans)

## Aux Terminaux, le mouvement continue

Depuis lundi 3 juin, nous reconduisons chaque jour notre mouvement — une heure de grève par jour — pour obtenir des terminaux supplémentaires et des effectifs, une prime de saisie de 450 F et 7 heures de compensation par mois.

Tout au long de la première semaine, nous avons senti de plus en plus qu'il dépendait de nous, et de nous seuls, que notre mouvement se renforce.

Tous les jours nous avons discuté dans le service pour essayer d'entraîner avec nous de nouvelles filles. Nous avons réussi à en convaincre quelques-unes de nous rejoindre pour un ou deux jours. D'autres nous ont dit qu'elles cesseraient de faire des heures supplémentaires le samedi.

Vendredi 7 nous sommes toujours 75 grévistes, guère plus qu'au démarrage du mouvement. Mais notre détermination, elle, s'est renforcée. Nous sommes de plus en plus nombreux à prendre la parole en assemblée générale. Chaque matin, nous élisons une délégation différente du jour précédent, pour rencontrer la direction. A chaque fois, ces messieurs n'ont rien à nous dire, hormis des propositions dérisoires, comme par exemple deux malheureuses heures de compensation une fois pour toutes.

Lundi 10, nous avons donc entamé la 2ème semaine avec le moral. Le Comité de grève a été

réélu et deux nouvelles filles s'y sont fait élire.

Depuis le vendredi, nous appelons les autres services à venir pour nous apporter leur solidarité au moment où la délégation est élue et reçue par la direction. A chaque fois, 60 à 70 camarades sont là, en plus de nous. Au total, plus de 100 personnes sont venues nous soutenir.

Et c'est ce jour-là, lundi 10, que la direction choisit d'essayer de casser notre mouvement, convoquant, pour une demande d'explication, la camarade qui avait lancé l'idée du Comité de grève et qui l'avait fait élire. A ce moment là, la direction a sans doute compris que nous étions repartis pour une nouvelle semaine et elle veut nous le faire payer. Mais ce qu'elle n'a pas compris ni senti, malgré certaines oreilles espionnes, c'est que nous avons le moral au beau fixe.

La direction doit tout de même craindre une réaction, car la camarade a été convoquée juste avant la sortie du personnel.

Le chef de centre lui remit un procès-verbal affirmant qu'elle ne fait pas partie du personnel du TO, alors qu'elle y travaille depuis 1974 et qu'elle n'en est absente que temporairement.

Le chef de centre s'entend dire par deux autres membres du Comité de grève qui sont venus assister à l'entrevue : « Si vous tou-

chez à elle, nous considérons que vous touchez à nous toutes. Nous vous demandons de transmettre cela à la direction ».

Le lendemain, la réaction est unanime : « Ils croient casser notre mouvement en essayant de couper une tête, nous allons leur montrer qu'il y a 75 têtes ».

La menace de la direction va se retourner contre elle. Quelques camarades nouveaux des Terminaux ou d'autres services viennent ou reviennent nous soutenir. La colère est d'autant plus grande que les filles grévistes de la brigade de réserve ont été affectées le matin même dans d'autres services, où elles ne sont pas légalement couvertes par le préavis.

Le Comité de grève et les deux assemblées générales de la journée demandent à la camarade, que la direction considère en absence irrégulière et pas comme gréviste, de se retirer pour le moment de la grève. Une nouvelle revendication est votée : « Pas de sanction ». Nous votons et signons toutes un texte de soutien à la camarade où « nous nous engageons à tout mettre en œuvre pour empêcher ces messieurs de prendre quelque sanction que ce soit contre notre camarade ».

Et nous allons à 40 dans le bureau du chef de centre rendre le procès-verbal. Puis nous restons à quatre, dont une camarade qui

lance : « Osez dire qu'elle n'appartient pas au TO ! Nous y sommes arrivées ensemble il y a onze ans ! »

Après discussion, le chef de centre s'engage à défendre cela auprès de la direction. Nous avons alors le sentiment d'avoir, pour l'instant, écarté le risque d'une sanction.

Mais en brigade d'après-midi nous ne voulons pas être en reste. Nous redescendons à 25 voir le chef de centre et lui dire ce que nous avons sur le cœur. Le chef de centre décroche le téléphone : « Immédiatement dans mon bureau ! » C'est le chef de division qui est à l'autre bout du fil. Et ce n'est vraiment pas triste de le voir rappliquer au garde-à-vous devant son chef.

Et le lendemain ce n'est pas triste non plus d'apprendre que la camarade menacée la veille peut reprendre la grève, car elle est affectée pour la journée au TO.

Mais la direction ne semble cependant pas avoir renoncé puisque le jour même, mercredi 12, elle supprimait à deux autres filles leur détachement au centre aéré des Chèques. Motifs : raisons de service. Comme si ces messieurs se préoccupaient réellement du bon fonctionnement du service !

Eh bien, puisque la direction remet cela, nous aussi ! Nous avons voté une nouvelle revendication : « Maintien des détachements ».

Correspondant L.O.

□ Arsenal de Lorient

### Grève des carénieurs

A la mairie de Lorient

A l'Arsenal de Lorient, les travaux de carénage sont effectués par des entreprises sous-traitantes, les travailleurs de ces entreprises ne bénéficiant pas du même statut que ceux embauchés par l'Arsenal. Outre la paye plus faible, les ponts sont chômés lorsque la boîte ferme. En plus, ces derniers temps, les patrons tentaient de reprendre les travailleurs en main en multipliant les sanctions, avertissements ou mises à pied.

C'est pour tout cela que le 29 mai les carénieurs se sont mis en grève à l'appel de la CGT. A près d'une centaine, ils ont rejoint à la mairie des militants d'autres entreprises de Lorient et de l'UL-CGT qui manifestaient eux aussi contre la répression patronale. Pour marquer le coup, et pour obtenir du député socialiste qu'il intervienne auprès du patronat local, ils ont décidé l'occupation de la mairie, qui sera effective jusqu'à ce que

soit obtenue le vendredi soir une promesse d'entrevue avec les patrons concernés.

Mais le lundi, pour maintenir la pression, les carénieurs décidèrent en assemblée générale d'occuper la Chambre patronale. Cette fois ils obtenaient une réunion le jeudi 6 qui devait traiter du respect du droit du travail dans l'entreprise et une autre réunion le vendredi 7 pour discuter des revendications portant essentiellement sur les salaires et les congés.

A la réunion du jeudi les patrons s'engagèrent à appliquer les dispositions prévues par les lois, mais à celles du vendredi ils se contentèrent surtout de promesses. Toutefois les carénieurs, satisfaits d'avoir montré leur détermination, ont voté en assemblée générale la reprise du travail. Quant aux patrons, ils sont prévenus : si les promesses ne sont pas tenues, les carénieurs n'ont pas dit leur dernier mot.

Correspondant LO

### Les élus PCF plus solidaires du PS que des travailleurs

Le Drian, député-maire socialiste de Lorient, avait pris prétexte de l'occupation toute pacifique de la mairie par les carénieurs et la CGT pour reporter le Conseil municipal au vendredi 7 juin. Mais pour plus de précautions il avait invité ce jour-là une forte délégation de policiers dont certains, en civil, stationnaient à l'intérieur même de la salle du Conseil. Il faut dire que, suite aux différents conflits, les travailleurs étaient venus nombreux assister aux délibérations ; et si, avant 1981, Le Drian aimait se faire photographier en train de pique-niquer au milieu des ouvriers en grève, il faut

croire qu'aujourd'hui, à cette compagnie, il préfère celle des flics.

Le point important de l'ordre du jour consistait en un vote pour condamner les récentes occupations de la mairie (les carénieurs, mais aussi les pompiers avec la CGT). La motion proposée par le député socialiste se concluait ainsi : « Les locaux de l'Hôtel de Ville sont au service de la population laborieuse et (...) le service public ne saurait être interrompu par des interventions extérieures répétées n'ayant aucun rapport avec l'activité municipale ». Après une intervention d'un conseiller municipal du PCF assurant les

grévistes du soutien de son parti, les élus du PCF votèrent unanimement... la motion désavouant l'occupation de la mairie.

Dans la salle, les travailleurs, et parmi eux les militants du PCF et de la CGT, comprenaient d'autant moins cette volte-face des élus PCF que l'un d'entre eux avait participé à l'occupation sans marquer la moindre réprobation, bien au contraire. Et puis, tout au long du conflit, les encouragements n'avaient pas manqué de la part des responsables du PCF, qui ne se gênaient pas pour critiquer la politique des socialistes. C'est ce qui s'appelle jouer sur les deux tableaux !



□ LA CIOTAT

## Grève de 24 heures aux Chantiers

Depuis le 1er avril, les travailleurs des chantiers navals sont de plus en plus nombreux au chômage partiel : actuellement, ils sont 800 par mois sur 3200 ouvriers et employés. Certains en sont à leur 4ème et 5ème semaine de chômage payé à 50 % du salaire brut.

Tous les ouvriers se sentent menacés par le chômage partiel, d'autant plus qu'il n'y a pas de commande prévue.

C'est dans ce climat de mécontentement que l'intersyndicale a décidé une journée d'action lundi 10 juin.

Lundi, seuls une centaine de travailleurs sont venus, tandis que tous les autres ont fait la grève chez eux.

Une assemblée réduite a eu lieu devant les portes de la direction, où le secrétaire CGT nous a « remerciés » d'avoir suivi la grève à 95 % puis nous a proposé d'envahir les bureaux de la direction générale pour lui demander des comptes.

Les délégués CGT forcèrent les gardiens à céder le passage à la porte.

Le directeur n'était pas là. Les syndicats se sont rabattus sur le chef du personnel. Le micro était branché dans la salle de réunion pour entendre ce qui se disait :

— « Où sont passées les subventions ? »

— Il faut arrêter le chômage partiel.

— Il faut investir dans les chantiers pour être compétitifs. »



Ensuite, la CGT a entraîné une cinquantaine de travailleurs à la gare, pour une action surprise qui consistait à bloquer les voies avec des chariots et arrêter les trains de Toulon et de Nice.

L'arrivée de trois fourgons de CRS a mis fin à l'occupation des voies.

Mais mardi matin, les ouvriers des chantiers étaient contents de l'action faite par les cinquante, la veille à la gare. Grâce à eux, la télévision régionale et la radio avaient parlé des chantiers.

Correspondant L.O.

□ THOMSON (Gennevilliers)

## Un travailleur élu délégué du personnel en candidat libre

A Thomson-Vidéo-Equipement, le secteur le plus touché par les suppressions d'emploi de la Thomson-Gennevilliers, un travailleur révolutionnaire qui fait partie des « sureffectifs » en train d'être licenciés, vient d'être élu délégué du personnel 2ème collège, en candidat libre.

La direction a demandé son licenciement, mais ce licenciement a pour l'instant été refusé par l'inspecteur du travail parce que Thomson, grosse entreprise s'il en est, n'avait fait aucune proposition de reclassement.

Militant à la CFDT depuis 12 ans, notre camarade avait été présenté sur les listes CFDT au premier tour des élections de délégués du personnel, le 12 mai. Mais le quorum — pour la première fois dans ce collège dans l'entreprise — n'avait pas été atteint. Il faut dire que le manque de combativité syndicale face aux suppressions d'emplois a dû être pour beaucoup dans le désintéressement des travailleurs pour ces élections.

Toujours est-il que, prétextant des ratures sur le nom de notre camarade, la CFDT décidait de ne pas le représenter sur sa liste au 2ème tour des élections organisées dans l'entreprise (comme le veut la loi quand le quorum n'est pas atteint au 1er tour).

Notre camarade s'est alors présenté en candidat libre, appelant les travailleurs à montrer, en votant pour lui, qu'ils étaient contre la politique de licenciement de la direction. Et il a recueilli 50 voix, plus qu'il n'en faut pour être élu.

Résultats du 2ème tour :

— Inscrits : 514

— Votants : 275

— Voix pour notre camarade : 50.

— Voix pour la CFDT : 77

— Voix pour FO : 59

— Voix pour la CGT : 23

— Voix pour la CGC : 50

— Blancs et nuls : 16

Mais la direction considère les voix qui se sont portées sur le candidat libre comme « nulles » en prétextant qu'il n'a pas fait acte de candidature suffisamment tôt.

Non seulement Thomson supprime des emplois, à tour de bras, mais la direction voudrait aussi choisir les délégués à la place du personnel !

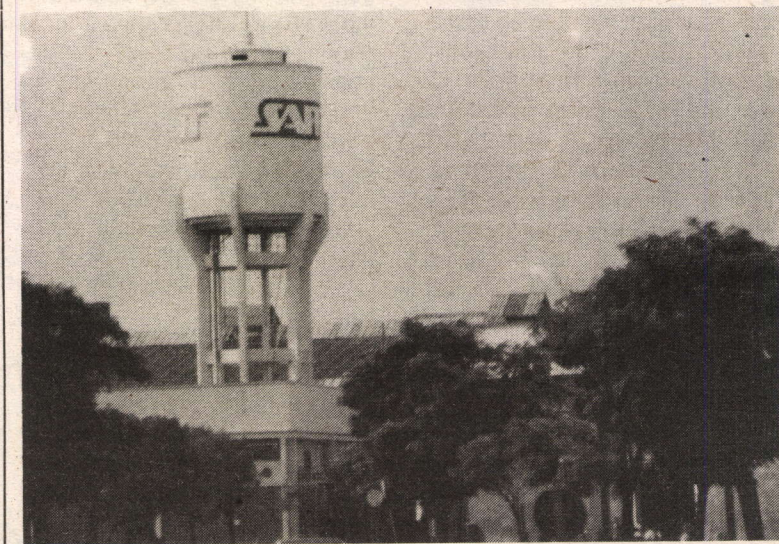
En tout cas, pour le personnel, notre camarade est élu, et tous sont contents d'avoir trouvé là un moyen de faire un bras d'honneur à la direction.

Celle-ci devra maintenant tenter de prouver, devant le tribunal d'instance, que les voix de près de 20 % de votants du 2ème collège ne comptent pas.

Correspondant L.O.

□ SAFT (Bordeaux)

## Le patron ignore les décisions de justice



La plainte pour « tentative de vol » qu'avait déposée le patron de la SAFT contre l'OS licencié en janvier (et qui pourtant clamait et clame toujours son innocence) a été classée sans suite par le procureur de la République. Malgré cela la direction de l'usine refuse la réintégration de l'ouvrier toujours licencié sans preuves.

Le Comité de soutien, appuyé par la CGT, la CFDT et FO, après l'échec de l'entrevue avec le patron, a donc décidé de faire une conférence de presse et d'appeler à l'action toute l'usine. Le journal *Sud-Ouest* et *FR3 Aquitaine* publieront un communiqué. Beaucoup de gens sur Bordeaux et les alentours suivaient cette

affaire de « l'OS licencié de la SAFT » et demandaient régulièrement des nouvelles.

Le Comité de soutien appela à débrayer le mercredi 29 mai à 14h.

Une centaine de personnes ont tenu à marquer le coup. Ils voulaient protester contre la décision du patron de ne pas respecter la décision de justice.

Les juges et la police, après enquête, ont estimé qu'il n'y a rien à reprocher à notre camarade. Le patron, lui, n'en a cure et se déclare « intimement convaincu qu'il est coupable ». Les travailleurs de l'usine, eux, sont intimement convaincus que le patron est dans son tort.

Correspondant L.O.

□ LEROY-SOMER (Gond-Pontouvre)

## Non aux heures supplémentaires ! De l'embauche !

Depuis quelques semaines, dans différentes usines d'Angoulême de Leroy-Somer, les directions ont décidé de modifier l'horaire de travail et de faire faire massivement des heures supplémentaires, en prétextant la rentrée de grosses commandes.

A l'usine des Agriers, l'horaire a été porté à 41 h 30. La CGT et la CFDT protestaient et lançaient une grève de ces heures supplémentaires. Un groupe d'une dizaine d'ouvriers a tenu à marquer le coup en refusant les heures supplémentaires pendant une semaine. De son côté, la direction réagissait en faisant appel à un huissier pour faire constater les absences et en menaçant les grévistes.

A l'usine du Gond-Pontouvre, et dernièrement à celle de Rabion, l'horaire a été porté à 44 h, soit une heure de plus par jour, jusqu'au 26 juillet. C'est ce qu'annonçait la direction du Gond-Pontouvre lors d'une réunion

extraordinaire du Comité d'Établissement, le 6 juin.

Les responsables syndicaux CGT et CFDT, « après réflexion », ne formulaient aucun « refus catégorique », et même affirmaient leur « accord », selon les termes du tract qu'ils ont distribué, formulant seulement quelques « conditions », dont l'embauche des intérimaires... au 1er septembre et une revalorisation des salaires...

Chez les ouvrières et les ouvriers, ça a discuté ferme de tous les côtés. Certains étaient très choqués par la mesure du patron.

Certains syndiqués et militants syndicaux affirmaient leur désaccord avec l'attitude des responsables syndicaux. Et ceux-ci se voyaient demander des comptes. Un syndiqué CGT mettait sous le nez du dirigeant CGT une photo des affrontements de SKF et lui disait : « Il faudrait savoir ce que veut la CGT : collaborer

avec les patrons, ou faire comme à la SKF ! »

Pour l'instant la direction se félicite sans doute d'avoir fait passer sa politique : faire travailler davantage, avec le consensus des syndicats. Alors que ces quelque 25 000 heures supplémentaires qu'elle impose permettraient de créer 150 postes de travail sur le mois.

Mais le mécontentement des ouvriers existe. Car, une heure en plus par jour, c'est aussi de la fatigue, des risques en plus, cela pose des problèmes d'organisation à certains. On entend des réflexions sur le fait que le patron doit embaucher, et en premier lieu les intérimaires.

Alors les travailleurs n'ont peut-être pas dit le dernier mot, d'autant que Leroy-Somer envisage d'étendre la mesure, à d'autres départements.

Correspondant L.O.



□ Caisse régionale  
d'assurance maladie (Rouen)

## Le ministre promet... ... le licencié s'inscrit au chômage

Le 25 mars dernier, un travailleur non titulaire était licencié sous prétexte qu'il était, selon le directeur, « un mauvais ouvrier pour la CRAM » puisqu'il avait demandé des conseils à un collègue pour monter un néon à son domicile ! (voir L.O. 879 du 6.4.85 et 883 du 4.5.85). Le ministre de Georgina Dufoix avait promis au Comité de soutien formé par les employés de la Caisse d'intervenir pour exiger sa réintégration dans une Caisse de Rouen.

Il est bien intervenu par l'intermédiaire de la DRASS, mais aucun des quatre directeurs de Caisse n'a voulu embaucher notre collègue, prétextant sans rire

qu'il n'y avait pas de poste libre. Le ministre (au téléphone) se déclare désolé, promet à nouveau de réintervenir, mais ne confirme toujours pas par écrit sa position. Il en est de même des interventions des autres personnalités. Lecaunet par exemple ne retrouve plus le dossier qu'il avait confié à un de ses amis qui est mort entre-temps !

Si le personnel a cessé ses débrayages, il continue à apporter son appui au Comité de soutien qui se réunit régulièrement. Le point des informations est fait par tract sur la CRAM et les autres Caisses. Une conférence de presse était

envisagée à Paris. Lorsque le Comité s'est adressé aux fédérations syndicales pour lui prêter une salle, il s'est heurté à un refus, de même de la part du Syndicat des chômeurs.

Quant au directeur, on ne l'entend pas beaucoup, mais il a tenté de faire des retenues pour grève supérieures au temps de grève.

Le Comité est intervenu et a saisi l'inspection du travail.

En prévision de l'audience des Prud'hommes en septembre, le personnel prépare des témoignages et attestations que le Comité transmet à l'avocate.

Le directeur, lui, a pris un

avocat. Ce qui est nouveau : d'habitude il se fait défendre aux Prud'hommes par le directeur-adjoint. Devant les menaces de suppressions d'emplois à la Sécurité sociale, on peut se demander si la direction ne cherche pas à mettre tous les atouts de son côté, afin de prouver qu'un non-titulaire peut être mis à la rue sans justification.

Même s'ils n'ont pas pu faire céder la direction, les employés, après deux mois et demi d'activité, restent vigilants. Comme le disent certains : « Demain, ça va peut-être arriver à beaucoup d'entre nous. Alors, autant y réfléchir dès maintenant ».

Correspondant LO

## Nous avons reçu du Collectif d'opposition à Superphénix le communiqué ci-dessous :

Non à l'augmentation de  
l'arsenal nucléaire !

Non à la fabrication de  
bombes en série !

Alors : non au charge-  
ment du surgénérateur  
nucléaire de Malville !

Le surgénérateur  
nucléaire construit à Mal-  
ville doit être chargé en  
plutonium (son combusti-  
ble) cet été et exploité  
industriellement à la fin de  
l'année.

Théoriquement cons-  
truit pour faire de l'électri-  
cité, il doit servir à fabri-  
quer du plutonium mili-  
taire pour l'armement ato-  
mique (déclaration offi-  
cielle de EDF). Superphé-  
nix peut devenir la base  
technique d'un projet mili-  
taire européen (l'Allema-  
gne, l'Italie, la Grande-  
Bretagne y participent),  
renforcer la course aux  
armements et les risques  
de guerre nucléaire.

Superphénix est-il seule-  
ment rentable et créateur  
d'emplois ? Non. Il est rui-  
neux (plus de 20 milliards  
de francs), des difficultés  
techniques l'empêchent  
d'être rentable, il est inu-  
tile (on a trop d'électricité).  
Il ne crée pas d'emplois  
(sauf pour la construction)  
mais dévore des crédits  
qui manquent ailleurs.

Sa technologie est très  
dangereuse (risques  
d'incendies de sodium, le  
liquide de refroidissement,  
qu'on ne sait pas maîtri-  
ser ; risques d'explosions  
et de contamination  
radioactive ; augmentation  
des déchets radioactifs :  
transports de dizaines de  
milliers de tonnes de pro-  
duits radioactifs chaque  
année ; rejets radioactifs  
dans l'air et l'eau).

Cette lutte est capitale, au  
même titre que d'autres,  
dans la lutte contre la milita-  
risation, contre la dégrada-  
tion des conditions de vie,  
la dégradation des condi-  
tions de vie.

Alertons l'opinion. Ins-  
crivons la mobilisation  
contre le surgénérateur  
parmi les luttes.

Rejoignez le collectif  
d'opposition à Superphé-  
nix, c/o Les Verts, 52, Rue  
du Fg. Poissonnière -75010  
Paris.

□ Ateliers SNCF (Nanterre - La Folie)

## La série noire continue

Aux Ateliers de Nanterre-La Folie (Région Paris-Saint-Lazare), depuis quelques mois, les accidents se suivent et se ressemblent. Il y a deux mois, un camarade avait eu un doigt coupé lors de la confection d'une bobine avec un outillage non adapté. Il y a peu, un camarade du Centre de Précision a été gravement atteint à un œil par une pièce qui a ripé d'une rectifieuse.

Vendredi dernier, un travailleur du Grand Bobinage, où on répare des induits de moteurs de locomotive, a eu deux doigts coupés. Ces induits pèsent 1,8 tonne : on les

manœuvre au pont et c'est au cours de la manœuvre que l'un de ces induits s'est mal posé ; notre camarade s'est coupé les doigts en ayant le réflexe de vouloir le retenir.

Cette succession d'accidents ne doit rien à la fatalité, mais elle est bel et bien la conséquence de la vétusté de l'établissement et du matériel, qui impose le plus souvent un bricolage maison. Nous ne venons pas au travail pour y risquer un doigt, un œil ou notre peau, mais pour y gagner notre vie.

Correspondant LO

□ Gestetner

## Aux p'tits soins

En date du 13 mai 1985, la société Gestetner (duplicateurs, encres, stencils) envoyait un courrier à tous ses clients pour leur proposer tout bonnement d'embaucher des salariés qu'elle allait licencier.

Après avoir écrit : « Vous allez être informé prochainement des modalités de la restructuration de notre entreprise, plusieurs collaborateurs vont être disponibles à brève échéance. nous vous adressons ci-joint leur curriculum vitae. » Le directeur des rela-

tions humaines continue, un peu plus loin : « Nous savons par expérience que l'intégration d'un nouveau collaborateur demande une période d'adaptation. Pour vous y aider, nous avons pensé qu'il vous serait agréable de recevoir un chèque de 10 000 francs par personne dont vous retiendriez la candidature et que vous confirmeriez dans ses fonctions. »

C'est pousser le « service après-vente » un peu loin !

□ OCE - France S.A. (Montreuil)

## Le syndicat CGT et la section syndicale CFDT de l'entreprise nous communiquent

« OCE France est la filiale française d'un groupe néerlandais, spécialiste de la reprographie et de la bureautique. Elle projette la suppression de 96 emplois (sur 1 000 en France).

Profitant d'une journée de démonstration d'un nouveau matériel dans l'établissement de Montreuil destinée aux clients SNCF, les travailleurs du service

déclenché un mouvement de grève d'une journée.

Pendant que la directrice du département Logistique discutait avec les grévistes, le directeur du personnel patrouillait dans l'établissement accompagné d'un huissier.

A l'heure du déjeuner, les délégués de Montreuil informaient leurs collègues de Montrouge que la direction avait bouclé leur établisse-

ment, au mépris des règles les plus élémentaires de sécurité. Cette décision décida le personnel en grève de Montrouge de se déplacer à Montreuil, où ils trouvèrent effectivement les portes fermées avec, devant, un piquet composé de directeurs, cadres et un huissier filtrant les entrées et les sorties. Au coin de la rue, une voiture banalisée de la police complétait le tableau.

Après une heure de présence avec leurs banderoles, les grévistes regagnaient leur logis, non sans avoir « remercié » le piquet de la direction de son accueil.

Par cette journée d'action, le service Livraison de Montrouge a prouvé qu'il n'était pas prêt à baisser les bras devant une direction dont le mépris des travailleurs est une constante ».



## « Iran, la Révolution Islamique »

de Chapour Haghighat

Cinq années après la révolution qui mit fin au pouvoir du chah, où en est le régime iranien ? A-t-il évolué ? Quelle est encore son assise populaire ? Comment vit-on aujourd'hui en Iran ? Tels sont quelques-uns des problèmes que l'auteur, un universitaire iranien, opposant au chah et aux religieux, expose dans ce livre.

Petit ouvrage historique, il débute par un rappel des différentes étapes des événements de 1978-79 au cours desquels des masses immenses, essentiellement urbaines, affrontèrent à mains nues les forces de répression du chah, renversèrent celui-ci et imposèrent le retour de Khomeiny. L'auteur montre combien les religieux jouissaient d'une grande popularité, surtout d'ailleurs parmi la bourgeoisie commerçante du Bazar mais aussi parmi les millions de pauvres, de chômeurs, de déclassés. Mais il explique égale-

ment que d'autres forces politiques existaient, le Parti communiste Toudeh par exemple, ou même les représentants de la bourgeoisie libérale. Cependant, le ralliement de tous les partis à Khomeiny, tous terrorisés et pleutres devant la mobilisation des pauvres d'Iran, conduisait les religieux à s'assurer en quelques mois la mainmise absolue du pouvoir, et à instaurer une féroce dictature réactionnaire. Non sans résistance d'ailleurs de la part de la population : de la classe ouvrière qui mena des grèves très importantes, de la population des campagnes, et des minorités nationales.

Le conflit avec l'Irak fut le prétexte au renforcement de la terreur sur tout le pays même si sa prolongation depuis cinq ans pose un problème au régime des Mollahs. Le poids de cette guerre qui fait des centaines de milliers de victimes est de plus en plus dur à suppor-



ter. Les déplacements de population, la désorganisation économique causée par le fait que les zones de combat se situent dans les grands centres industriels, sont

de plus en plus mal acceptés par les masses iraniennes en proie au chômage (30 % à 35 % de la population active) et à la hausse des prix. Sans parler du coût de cette guerre inter-

minable qui contribue à rendre le régime khomeiniste tout aussi tributaire de l'impérialisme que celui du chah.

Décrivant la situation d'hier et d'aujourd'hui, énonçant des faits, l'auteur dresse le sombre bilan des cinq années de régime khomeiniste. La bourgeoisie n'a rien perdu de son pouvoir économique ; la réforme agraire a été vidée de son contenu ; la classe ouvrière a perdu les maigres droits qu'elle avait arrachés au chah ; les femmes sont plus opprimées que jamais ; les organisations de gauche et d'extrême-gauche ont été laminées ; les prisons sont pleines d'opposants.

Pour comprendre l'Iran d'aujourd'hui, ce petit livre qui retrace sept ans de dictature islamique est précieux.

Marianne LAMIRAL

Iran, la révolution islamique, de Chapour Haghighat, éd. Complexe, 200 pages, 37 F.

## « Les enfants du Soleil »

de Pauline Gedge

Les Enfants du Soleil sont les membres de la famille de ce pharaon d'Egypte Aménophis IV qui, au 14<sup>e</sup> siècle avant J.-C., répudia les dieux traditionnels pour imposer le culte exclusif du Soleil. Se considérant comme son incarnation sur terre, il prit le nom d'Akhenaton, « l'Esprit du Soleil ». Pauline Gedge raconte ici son histoire, celle de ses diverses épouses, dont la belle Nefertiti, celle de sa mère, l'impératrice Tii. Mais aussi celle de son frère, et celle de ses filles avec lesquelles il entretenait — sous prétexte de nouvelle religion, bien sûr — des relations si intimes qu'elles aboutirent à une généalogie aussi compliquée que scandaleuse !



autres ne sont pas très convaincantes.

Au-delà de la description de quelques cérémonies, de quelques monuments, au-delà de la reconstitution minutieuse du maquillage de ces grands d'Egypte, cette sorte de Dallas de l'antiquité égyptienne offre un intérêt limité.

Claude CHARVET

Les Enfants du Soleil de Pauline Gedge, éd. Balland, 360 pages, 98 F.

Ce recueil comprend une longue nouvelle, La ville du Sud, première mouture du roman Chronique de la ville de Pierre et plusieurs nouvelles plus courtes publiées en Albanie en 1967 et en 1971.

L'aspect « propagande pour le régime » est très sensible dans ces nouvelles. Certaines, cependant, dans le style « tranches de vie », font mouche (comme celle, intitulée La saison d'hiver au café Riviera, qui décrit les mésaventures d'un jeune garçon de café en révolte contre la pratique des mariages arrangés, condamnée par

le parti mais toujours bien ancrée dans les mœurs).

Mais pour ceux qui ne connaissent pas l'écrivain albanais Ismaïl Kadaré, mieux vaut lire ses romans plus connus (Avril brisé, Le pont aux trois arches, Le général de l'armée morte, ou même Le grand hiver, ce roman de circonstances écrit au moment de la rupture des relations entre l'URSS et l'Albanie), que ce recueil de nouvelles un peu décevant.

S.F.

La ville du sud, d'Ismaïl Kadaré Publications orientalistes de France, 190 pages, 70 F.

## « Métropole » de Didier Daeninckx

Ce dernier roman policier de Didier Daeninckx ne s'inspire pas d'événements réels tirés de l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle, comme c'était le cas de Meurtres pour mémoire (la guerre d'Algérie) ou Le der des ders (la guerre de 1914-1918).

L'action se déroule pour l'essentiel dans le métro parisien aujourd'hui.

Un terroriste et sa bombe se précipite sous la rame d'un métro. S'agit-il d'une nouvelle technique « kamikaze » des groupes terroristes, s'interroge la police. Finalement, elle finit par comprendre que ce terroriste a été la victime d'un « pousseur », qui va opérer tout au long du roman, passant d'une station à l'autre et « poussant » avec méthode et logique. Une méthode et une logique qui lui sont propres.

La tension monte au « Quai des Orfèvres » et à la Préfecture où le préfet aimerait bien « des résultats » rapides pour museler la presse.

Au-delà des motivations

psychologiques du « pousseur », ce qui intéresse Didier Daeninckx c'est finalement de savoir, si en 1985, un commissaire de police comme Michèle Fogel, la « femme-flic » qui mène l'enquête, humaniste, cultivée, pleine de compréhension voire de compassion pour les infortunes qui ont transformé un homme en « pousseur », a sa place dans le corps de la police ? Une police qui est composée aussi bien de fonctionnaires qui n'ont pas envie d'être dérangés que de « baroudeurs », proches de l'extrême-droite, partisans d'une justice expéditive.

Un roman policier rondement mené sur le thème qu'il n'y a guère de place dans la police pour les humanistes et les généreux... ce que l'actualité se charge d'ailleurs de nous rappeler.

Jacques FONTENOY

Métropole de Didier Daeninckx, éd. Gallimard, collection Série Noire, 20,50 F.

## FETE DE L'IMMIGRATION MAROCAINE

Plusieurs associations démocratiques marocaines en Europe nous demandent de signaler qu'elles organisent une fête, le cinquième Moussem de l'immigration marocaine, qui se déroulera les 22 et 23 juin au Parc de Sévines, avenue Laurent-Celly, à Gennevilliers.

Au programme des spectacles : Karim Kacel, Anne Vanderlove, Najat Aatabou, Saïd Elmaghrebi, Abdelkader Chaou, Mohamed Bahr, le groupe Carte de séjour, des groupes de danses et des groupes folkloriques turc, portugais, espagnol, breton, les Quilapayun, le ballet Lemba, etc.

Participation pour les deux jours : 40 F (enfants de moins de 10 ans : gratuit ; de 10 à 14 ans : 10 F ; de 15 à 18 ans : 20 F).



## « Assoiffé »

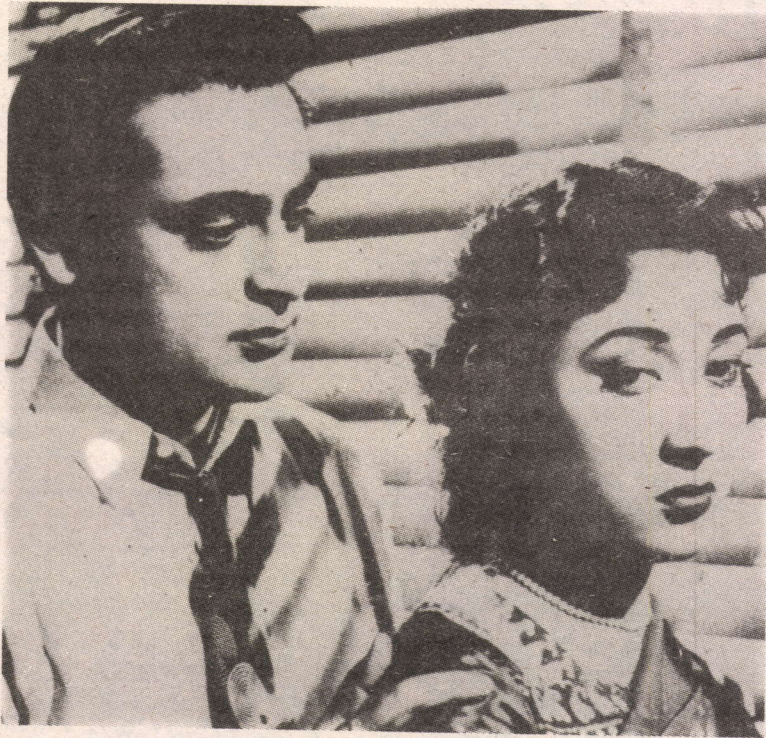
de Guru Dutt

Tourné en 1957, ce film en noir et blanc raconte la vie d'un poète, Vijay (interprété par le metteur en scène Guru Dutt).

Il est rejeté par ses éditeurs qui lui reprochent de chanter la misère sociale plutôt que l'amour ou les rossignols. Il est rejeté par ses frères qui n'ont que mépris pour cet homme incapable de gagner son pain. Et pour faire bonne mesure — on est dans l'univers du mélodrame ! — son amour de jeunesse a préféré épouser un riche éditeur plutôt que de partager les hauts et surtout les bas de la vie de poète...

Vijay est assoiffé d'amour, bien sûr, mais surtout de justice sociale. Le film est entrecoupé d'intermèdes musicaux, un peu dans le genre opérette. C'est parait-il un des impératifs du cinéma commercial indien. Mais les intermèdes ne sont jamais anodins, de même que les intermèdes comiques, eux aussi obligatoires. Ils s'insèrent parfaitement dans le propos du metteur en scène. Car au-delà du destin et des déboires sentimentaux du poète, il s'agit d'une dénonciation de la misère de la vie dans le sous-continent indien.

Guru Dutt dénonce cette



société qui « aime les morts et hait les vivants » ; où tout ce qui compte, c'est l'argent, un argent qui corrompt et ruine les rapports entre les hommes, entre les hommes et les femmes. Quelques-uns des intermèdes musicaux dressent un tableau saisissant de la vie aux Indes, telle que la sensibilité du poète a pu la saisir. D'autres sont un cri de révolte où il

démontre les fausses valeurs de ce monde « où le destin d'un homme ne vaut rien, où le devoir, le cœur n'ont plus de valeur, un monde où la passion est prise en dérision ».

Ce film s'insère évidemment dans le cadre de l'« année de l'Inde », mais il mérite bien plus qu'un succès de curiosité « exotique ».

Jacques FONTENOY

## « Witness »

C'est le récit de la cavale d'un (bon) flic qui tente de soustraire à de (mauvais) flics un garçonnet témoin d'un de leurs crimes. L'originalité supposée du scénario réside dans le fait que le jeune témoin fait partie d'une secte religieuse.

Non pas les témoins de Jéhovah mais les Amish qui ont pour particularité de porter des costumes noirs du XVII<sup>e</sup> siècle, de parler le vieil alle-

mand et d'être persuadés qu'il faut rejeter les maléfices de la technique moderne pour gagner le salut de leur âme. Ils roulent donc en voiture à cheval, poussent la charrue et ne figurent pas dans le bottin du téléphone de Pennsylvanie.

L'histoire n'est même pas invraisemblable. Depuis que la police de Philadelphie a bombardé et incendié tout un quartier de la ville pour exterminer

une dizaine d'illuminés d'une autre secte de la région, on sait que la réalité peut être tout aussi folle.

Il reste que si les États-Unis regorgent de flics véreux et de confréries religieuses l'intérêt du film ne dépasse guère le niveau documentaire : un voyage au pays des cogneurs et des tapés.

Pierre VERNANT

## « Escalier C »

de Jean-Charles Tacchella

Les locataires de l'escalier C sont bien plus que des voisins. Ils ont noué entre eux de nombreuses relations qui les font plus ressembler à une bande de copains aux rapports quelque peu agités qu'à de quelconques voisins de paliers.

Leur escalier, au fond d'une cour d'un quartier du centre de Paris, est un petit univers de passions amoureuses, de conflits, avec ses fêtes et ses drames. Parmi tous ces petits bourgeois en mal de réussite : Forster Laffont, célèbre critique de peinture, est celui qui a réussi, mais que les faciles succès professionnels et amoureux rendent particulièrement infatué de sa personne. Il se fait une gloire de mettre

dans toutes ses relations le moins de sensibilité possible.

Jusqu'au jour où un drame survient dans l'escalier C et lui fait découvrir que les autres peuvent avoir besoin de lui, autant que lui-même a besoin des autres. La crise est difficile à vivre, mais il en sort changé, capable d'établir des relations humaines chaleureuses... et d'apprécier Renoir !

On ne peut vivre sans les autres, telle semble être la leçon que le réalisateur veut tirer de la vie de cet escalier C. La description qu'il en fait est pleine d'humour et de sensibilité et sait toucher le spectateur.

Philippe NATIER



## « La rose pourpre du Caire »

de Woody Allen

Aux États-Unis, pendant la crise des années Trente, une jeune femme se passionne pour tous les films qu'elle peut voir et qui lui font oublier les bousculades du restaurant où elle est serveuse, et son mari, chômeur alcoolique qui la bat dès qu'il est saoul.

Elle va donc voir, revoir et re-revoir tous les films qui passent, et en particulier La rose pourpre du Caire. Tant et si bien qu'un des personnages de ce film finit par la remarquer et quitte l'écran pour l'emmener vivre avec lui dans

le réel. Cette « sortie » crée bien entendu, la plus grande confusion parmi les autres personnages du film, paralysés par sa défection. La police et le producteur du film cherchent désespérément à mettre la main sur ce fantasiste en cavale...

Un histoire loufoque, bien sûr, mais drôle et tendre, où la réalité sordide des États-Unis en crise finit par s'imposer dans les faits, mais pas dans le cœur de la jeune femme.

J.J.F.

## Sélection cinéma

### FILMS RÉCENTS..

#### ADIEU BONAPARTE

de Youssef Chahine  
Ce que furent les expéditions de Bonaparte en Egypte et comment elles déçurent les espoirs qu'elles suscitèrent dans une certaine partie de la jeunesse du pays.  
Cluny Palace 5ème. Colisée 8ème (vo). Sept Parnassiens 14ème (vo). L'Épée de Bois 5° (vo).

#### LE THÉ AU HAREM

D'ARCHIMÈDE  
de Medhi Charef  
Une certaine image de la vie dans une cité HLM et le récit d'une amitié à toute épreuve.  
Gaumont Les Halles 1er. Danton 6°. Montparnos 14°. Gaité Rochecrouard 9°.

#### LA DÉCHIRURE

de Roland Joffé.  
Le Cambodge de la présence américaine au régime des Khmers Rouges. Un film qui montre entre autres comment l'impérialisme américain a précédé avec de grands moyens les dirigeants cambodgiens dans l'horreur.  
Cinoches 6° (vo). Rotonde 6° (vo). Publicis Matignon 8° (vo). Gaité Boulevards 2°.

#### EIJANAICA.

de Shohei Imamura  
Une évocation des quartiers populaires du Japon du XIX<sup>e</sup> siècle, du système féodal corrompu, et de la révolte de millions d'hommes et de femmes qui se reconnaissent alors dans le mot d'ordre « Changer le monde »  
Olympic Entrepôt 14° (vo).

#### LA ROUTE DES INDES

de David Lean  
Dans l'Inde colonisée par l'impérialisme britannique, une peinture des relations entre les colons et les intellectuels indiens.  
Berlitz 2°. Hautefeuille 6° (vo). Gaumont Ambassade 8° (vo). Gaumont Les Halles 1er (vo). Les 7 Parnassiens 14° (vo).

#### L'AS DE PIQUE

de Milos Forman  
Les débuts dans la vie de jeunes adolescents tchèques dans les années 1960  
Studio 43 9°.

#### LA DIAGONALE DU FOU

de Richard Dembo  
L'affrontement de deux joueurs d'échecs soviétiques, l'un dissident et l'autre pas.  
Studio de la Harpe 5°. Elysées Lincoln 8°.

#### AMADEUS

de Milos Forman.  
Le conflit entre Mozart, le génie farceur et trop gai, et Antonio Salieri, le compositeur de Cour officiel sombre et jaloux. Les deux portraits sont remarquables. Et la musique, merveilleuse.  
Impérial 2°. Vendôme 2° (vo). Lucernaire 6° (vo). George V 8° (vo). Montparnos 14°.

#### GREYSTOKE

de Hugh Hudson.  
Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise.  
Opéra Night 2°. Paris Loisirs Bowling 19°.

#### LES RIPOUX

de Claude Zidi avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte  
Des flics corrompus — interprétés par P. Noiret et T. Lhermitte — dans le quartier Barbès, à Paris. Une suite de gags... très documentée.  
Danton 6°. Biarritz 8°. UGC Boulevards 9°. Fauvette 13°. Paramount Montparnos 14°.

#### YOU AND ME.

de Fritz Lang.  
Deux prisonniers sur parole, un homme et une femme, essayent de refaire leur vie dans cette société où seul compte l'argent.  
Action-Christine 6° (vo).

### ...Et moins récents

KAOS  
de Paolo et Vittorio Taviani  
La paysannerie de Sicile au tournant du siècle vue par l'écrivain Pirandello. Derrière les apparences simples et frustes pointent la sensibilité et quelquefois la folie.  
14 Juillet Parnasse 6° (vo).



# THEATRE

## « Chez Pierrot » de Jean-Claude Grumberg

Un bistrot crasseux, « Chez Pierrot », dans un quartier en démolition où un groupe de paumés végète, se chamaille et rêve en attendant qu'un miracle le tire de son enlèvement volontaire, voilà le petit monde clos que l'auteur met en scène. Certes, le monde extérieur n'est pas oublié, et d'ailleurs on ne parle que de lui, mais un peu comme si, d'une île perdue, l'on évoquait le continent immense et cruel.

Il y a le patron, une bonne poire qui se laisse parasiter par ses trois pensionnaires. Il leur relit depuis dix ans la dernière lettre de son Pierrot de fils, parti faire fortune en Australie et qui reviendra bien sûr « dans huit jours », les poches bourrées d'argent. Il y a la femme de Pierrot, ménagère surmenée qui essaye de dire ce que les autres ne veulent surtout pas entendre : que Pierrot ne reviendra jamais et qu'ils vont tous bien-

tôt mourir. Il y a aussi les trois clients, déclassés, semi-clochards, accrochant leur dignité à quelques dernières illusions comme celle d'être des hommes libres ou d'avoir la certitude de gagner le tiercé... demain.

Tous ces personnages consacrent leur peu de forces à maintenir une façade de dignité... et y réussissent. Leur histoire est celle du refus de regarder en

face une réalité trop dure et celle de l'incapacité de lutter dans un monde qui ne fait pas de cadeau aux faibles.

Dans un décor branlant à souhait, jouée sans une fausse note, voici une bonne pièce qui laisse un goût amer et désenchanté.

Eliane FAURE

Théâtre de l'Escalier d'Or, places : 80 Francs. Chez Pierrot de Jean-Claude Grumberg.

# TELE

## Sélection télé

### Samedi 15 juin

20 h. 05 - FR3. **Le Disney Channel** : vieux dessins animés, vidéo-clips et Zorro en feuilleton.

20 h. 40 - TF1. **Les copains de la Marne**, téléfilm avec Maurice Chevit, Paul Le Person et Jacques Denis. Musique et chanson de Francis Lemarque. Quatre copains ont en commun une certaine façon de vivre et le désir de conserver leur indépendance, dans un coin de banlieue parisienne épargné par les grands ensembles.

22 h. 10 - TF1. **Droit de réponse**. Michel Polac établit une revue de presse en compagnie de ses invités journalistes.

### Dimanche 16 juin

15h. 15 - FR3. **Exercices de style**. Le livre de Raymond Queneau, monté par le Théâtre Montparnasse : 57 des 99 façons de raconter l'autobus « S ».

20 h. 35 - TF1. **Le rapace**, film de José Giovanni avec Lino Ventura. Un aventurier est engagé pour aider un jeune homme de bonne famille à tuer le président d'un Etat afin de devenir « héros national »...

22 h. 30 - FR3. **Cinéma de minuit : J'étais une aventurière**, film avec Edwige Fenech. Vera Vronsky, comtesse ruinée, vit d'escroqueries.

### Lundi 17 juin

20 h. 35 - TF1. **Le grand frère**, film de Francis Girod (1982) avec Gérard Depardieu et Jean Rochefort. Un jeune Arabe entreprend de venger son grand frère abattu par un policier.

20 h. 35 - A2. **Le grand échiquier** : Un soir au Québec avec Gilles Vigneault, Diane Dufresne, Félix Leclerc, Robert Charlebois, Fabienne Thibeault, l'orchestre de Montréal, etc.

20 h. 35 - FR3. **La peau**, film de Liliana Cavani (1980) avec Burt Lancaster, Marcello Mastroianni, Claudia Cardinale. Naples après l'arrivée des troupes américaines en 1943, d'après le livre de Cur-

zio Malaparte, l'écrivain partisan du régime fasciste.

### Mardi 18 juin

20 h. 35 - TF1. **Le nœud de vipères**, téléfilm d'après l'œuvre de François Mauriac, avec Pierre Dux et Suzanne Flon. Une histoire de haine et d'argent parmi les bourgeois bordelais.

20 h. 35 - FR3. **La dernière séance** est présentée par Jacques Villeret et consacrée au réalisateur Don Siegel.

20 h. 50 - FR3. **Les rôdeurs de la plaine** (1960) avec Elvis Presley. Western dans lequel Elvis joue le rôle d'un Métis partagé entre les Blancs et les Indiens. Il est suivi à 23 h. 05 du film fantastique **L'invasion des profanateurs de sépulture** (1956).

20 h. 35 - A2. **Un jouet dangereux**, film avec Nino Manfredi et Marlène Jobert. Portrait d'un homme fasciné par les armes à feu dans un pays, l'Italie, secoué par le terrorisme.

### Mercredi 19 juin

13 h. 45 - A2. **La symphonie pastorale**, film de Jean Delannoy (1946) d'après le roman d'André Gide. Le pasteur d'un village suisse recueille une jeune aveugle (Michèle Morgan) dont il tombe amoureux.

20 h. 35 - A2. **L'homme de pouvoir**, téléfilm avec Pierre Arditi et Macha Méril. Un politicien « plein d'avenir » est menacé par une campagne de presse qui l'accuse d'avoir pratiqué la torture quand il était jeune officier en Algérie. Réalisé par François Debré (fils de Michel), ce téléfilm démontre que « les gens sont méchants » et que toute ressemblance avec des personnalités connues ne peut être que fortuite...

21 h. 35 - TF1. **L'histoire secrète du pétrole** 6ème émission : **Le temps des magouilles. La naissance d'Elf-Erap, la mort d'Enrico Mattei, P-DG de l'ENI Italienne, la création de l'OPEP.**

22 h.10 - A2. **Moi... Je**. Reportages : les clients de la prostitution, l'inventaire des techniques d'embauche, un substitut de procureur raconte son métier, la tauromachie en France...

### Jeudi 20 juin

20 h. 35 - FR3. **Galjin**, film brésilien (1979). Chronique de l'émigration japonaise au Brésil, réalisé par une japonaise dont la famille a vécu cette illusoire course à la « terre promise » que leur semblait être le Brésil.



20 h. 45 - TF1. **Quelques hommes de bonne volonté**, téléfilm en six parties d'après l'œuvre de Jules Romains. Le portrait de la société française de 1908 à 1933. Le premier épisode — Automne 1908 — est surtout une présentation des très nombreux personnages.

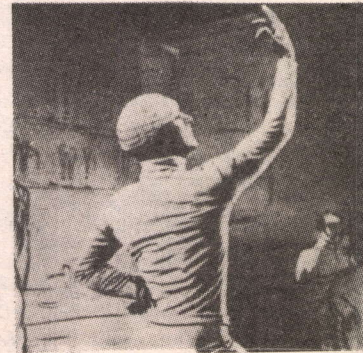
### Vendredi 21 juin

21 h. 30 - FR3. **Vendredi** (magazine), avec un reportage intitulé : **Et toi, les vacances ?** sur les différentes opérations réalisées depuis 1981, après « l'été chaud » de la cité des Minguettes, pour donner des vacances à des dizaines de milliers de jeunes.

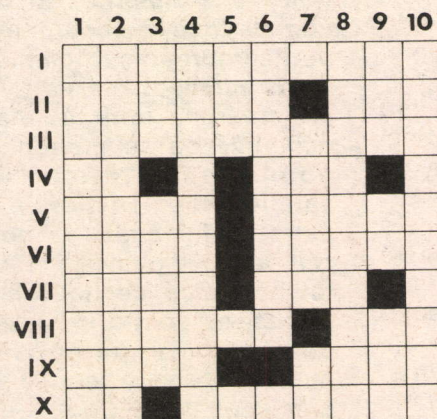
21 h. 35 - A2. **Apostrophes : A quatre mains**. Des couples d'écrivains racontent.

22 h. 15 - TF1. **Les liaisons dangereuses**, téléfilm d'après la vie et l'œuvre de Choderlos de Laclos.

23 h. 05 - A2. **Ciné-club : Un américain à Paris**, film de Vincente Minnelli (1951) avec Gene Kelly, Leslie Caron. Musique de Georges Gershwin. Un classique toujours enchanteur.



## Mots croisés



**HORIZONTALEMENT** - 1. Qui revient régulièrement. II. Métamorphose. Cette urne n'est pas complète !. III. Mirent à l'abri. IV. Moitié d'un gamin de Paris. Ce n'est pas trop. V. Rivière de Bretagne. Prénom féminin. VI. Au cœur de l'acte d'inclure. Qui se rapporte à un nœud. VII. Bataille napoléonienne. Unique. VIII. Accompagne le nom. En principe, solide. IX. Est américain. Organe. X. Condition. Pas nécessairement comprendre.

**VERTICALEMENT** - 1. Leur accord est délicat. 2. Ouvrirai l'esprit. 3. Dans une trame. Saturne en a plusieurs. 4. Qui va d'escale en escale. 5. Sigle d'une ancienne organisation d'extrême-droite. 6. En Sicile, s'appelle aujourd'hui Trapani. 7. Ville de Bretagne. Petite rivière. 8. Lime ronde et fine terminée en pointe (en trois mots). 9. Au centre d'une vraie « turne ». Pas ailleurs. Retire. 10. Une façon de tresser des rubans par exemple.

### Solution du problème précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I	L	A	N	G	U	E	D	O	C
II	I	L	L	E		N	I	C	E
III	M	E		R	I	N	C	E	S
IV	O	N	A	G	R	E		L	A
V	U	C		O	R	I	E		R
VI	S	O	U	V	I	G	N		
VII	I	N	D	I	G	E	N	E	S
VIII	N			E	U				
IX	E	S	T		E	P	I		L



## LES RÉSULTATS DU REFERENDUM SUR L'ECHELLE MOBILE :

# La classe ouvrière n'a rien à attendre des urnes

Le référendum des dimanche et lundi 9 et 10 juin dernier pour lequel le Parti Communiste Italien militait depuis août 1984, se solde donc pour lui, par un échec. A la question qui peut se résumer de la façon suivante : « Voulez-vous, oui ou non, l'abrogation du décret-loi amputant l'échelle mobile des salaires », 53,7 % des électeurs (près de 18 millions et demi) ont répondu « non » et seulement 45,7 % (près de 15 millions et demi) ont répondu « oui », comme le leur demandait le Parti Communiste. En moins d'un mois, c'est donc la seconde fois, après les élections administratives du 12 mai, que le PCI enregistre un revers sur le plan électoral.

## Un enjeu politique

Très rapidement, au cours de la campagne électorale l'enjeu politique de ce référendum avait débordé largement la seule question de l'échelle mobile pour devenir un vote pour ou contre le gouvernement en place, pour ou contre sa politique d'austérité. Après avoir souligné quand même que la perte de 27 000 liras (135 francs) par mois que représente l'amputation sur l'échelle mobile n'était pas grand-chose, à peine « une petite tasse de café par jour », les cinq partis de la coalition gouvernementale ont donné un ton plus politique à leur campagne. « Détruire le pays pour quelques milliers de liras » quel scandale ! En défendant ses intérêts égoïstes, la classe ouvrière allait mettre à mal toute l'économie du pays. La « petite tasse de café » de rien du tout devenait une catastrophe et pouvait entraîner, au cas où les « oui » l'emporteraient, une poussée du chômage, la montée en flèche des prix, la faim pour les retraités, etc. Et pour faire bonne mesure, à la veille du vote, Craxi, le président du Conseil socialiste, donnait le coup de pouce, pour dramatiser la situation en expliquant qu'il y allait de l'existence même du gouvernement et qu'il démissionnerait dans la minute même qui suivrait une victoire des « oui ». Ce chantage, la crainte du retour à l'instabilité gouvernementale, ont certainement joué pour battre le rappel de tout l'électorat bourgeois et petit-bourgeois. S'appuyant sur tous ceux qui n'étaient pas concernés par le décret-loi, sur le fait que les syndicats UIL et CISL ainsi que la minorité

socialiste de la CGIL (la CGT italienne) se ralliaient au « non », Craxi transformait le référendum en un vote de confiance à son gouvernement.

## Vers une nouvelle offensive anti-ouvrière

Aujourd'hui, Craxi peut se sentir conforté dans la politique qu'il mène, ce dont se réjouissait un représentant de la Démocratie Chrétienne, principal parti de la coalition gouvernementale, en déclarant : « Pour la seconde fois en peu de temps, les électeurs ont donné leur approbation au gouvernement ». Fort du résultat, le gouvernement compte bien tenter de faire accepter aux travailleurs la poursuite, voire l'aggravation de l'austérité. Et au nom de tous ces bourgeois, petits-bourgeois, commerçants, intellectuels, patrons et curés à qui il était demandé de se prononcer pour l'amputation du salaire des ouvriers, le patronat lui aussi va pouvoir se prévaloir de ce résultat et mener de nouvelles offensives contre la classe ouvrière. A peine les bureaux de vote fermés, le président de la Confindustria, la confédération patronale, annonçait d'ailleurs sa volonté de remettre encore en cause l'actuel accord d'échelle mobile. Dans les négociations avec les syndicats qui s'engageront prochainement, il est certain qu'il pourra se considérer plus encore en position de force.

## La politique du PC : une impasse pour les travailleurs

Ce résultat juge d'abord la politique du Parti Communiste. Un Parti Communiste qui, alors que le décret-loi était promulgué, en février 1984, alors que la classe ouvrière se mobilisait sur son terrain de classe, que les grèves se multipliaient, s'était opposé à leur développement, à toute idée de grève générale et avait été d'atermoiements en reculades, pour finalement déplacer sur le terrain parlementaire et électoral la lutte contre le décret Craxi. En choisissant ce terrain, il avait pris le risque de donner à la politique d'austérité du gouvernement Craxi la caution des urnes.

Car, sur ce terrain, la décision d'approuver ou non l'amputation de l'échelle mobile ne dépendait plus de la classe ouvrière, mais de toutes les couches bourgeoises ou petites-bourgeoises qui, non concernées par



Alessandro Natta, secrétaire général du Parti Communiste Italien, en 1984.

l'échelle mobile, n'en étaient pas moins appelées à voter.

C'est pourquoi le terrain des urnes est toujours un terrain miné pour la classe ouvrière. Un terrain sur lequel elle est appelée à se battre avec les armes de l'adversaire et où elle ne peut gagner au mieux que des illusions. Et ce référendum en donne une fois de plus la leçon, qui a vu tout le nord de l'Italie, la région la plus industrialisée du

pays, constituer une majorité électorale contre l'abrogation du décret-loi. A titre d'exemple, dans les banlieues de la ceinture industrielle de Milan, les « oui » atteignirent 54 % voire 58 % des votants alors qu'à Milan même ils n'étaient plus que 40 % pour totaliser sur l'ensemble de la province 44,6 %.

En faisant prendre à la classe ouvrière italienne non le chemin des luttes mais celui des urnes, la

politique du Parti Communiste ne pouvait que la conduire dans une impasse. Et pour en sortir, pour défendre leurs salaires, échelle mobile ou pas, leurs conditions de travail et de vie, c'est sur leur force intacte et leurs seules luttes que les travailleurs doivent compter, en Italie comme partout.

Lucienne PLAIN

## SUEDE

## Les ventes d'armes déclenchent un scandale

Imaginez que Dassault démissionne de son poste de député parce que sa société aurait vendu des Mirage à l'Irak (ce qui est le cas...). Impossible, diriez-vous. C'est pourtant quelque chose d'approchant qui vient d'avoir lieu en Suède ces jours-ci.

Le président du patronat, ancien P-DG de la firme Bofors, vient, « provisoirement » il est vrai, de démissionner de ses fonctions à la suite d'un scandale, qui ressemble à un jet de peau de banane pré-électoral (les élections législatives en Suède sont pour septembre...).

Comme ici, le commerce des armes a la peau dure en Suède. Il y a belle lurette que les aciers suédois, par missiles et canons interposés, ravagent les champs de bataille. Comme tous les pays producteurs d'armes, la Suède exporte ses productions à 60 %. La société Bofors est n° 1 dans ce domaine. Ses missiles et ses canons ont bonne réputation, nous explique-t-on.

Là où l'Etat suédois est plus fort — ou plus hypocrite — c'est que les exportations d'armes y sont interdites... sauf exceptions, bien sûr. La loi

bourgeoise prévoit tous les cas.

Les sociaux-démocrates suédois, Olof Palme en tête, tiennent à leur bonne image de marque de « pacifistes » et de partisans de la « neutralité ». Aussi ont-ils convenu de « moraliser » les ventes d'armes. Une façon de vendre des armes sans en avoir l'air puisque, officiellement, les constructeurs ne sont autorisés à vendre qu'à des pays dûment agréés par le gouvernement, celui-ci éliminant tous ceux qui sont susceptibles, immédiatement ou prochainement, d'en faire un usage « contraire aux droits de l'Homme ».

Cette bonne réputation de la Suède a convaincu les Nations Unies d'utiliser les bons offices d'Olof Palme pour faire la part du feu dans le conflit Irak-Iran. C'est dire...

Il serait d'autant plus dommage que l'Irak soit le pays par qui le scandale arrive... Or c'est justement le cas. En effet, alors que le gouvernement avait interdit toute vente d'armes au Moyen-Orient, la société Bofors a vendu des missiles et des canons à divers

pays du golfe Persique, notamment... l'Irak, Bahrein et Dubai, et même Israël. Oh, bien sûr, les ventes ne se sont pas faites directement. Finauds, les patrons de Bofors ont vendu ces armes à travers des intermédiaires tout à fait agréés : Singapour, une société italienne (Breda), la Yougoslavie. Il n'y a que pour Israël qu'on n'a pas encore retrouvé la trace des intermédiaires.

Ce n'est pas Hernu qui se compliquerait la vie comme ça. Pour lui au moins, tout est clair. Les ventes d'armes de la France c'est formidable, du moment qu'elle reste dans le peloton de tête. Et pas plus tard qu'au Salon des professionnels de la mort qui a lieu ces jours-ci à Satory (on y trouve tout, du gilet pare-balles pour les chiens au char de combat) il n'a pas manqué de vanter une fois de plus les mérites de l'« avion de combat européen ». S'il démissionne, Hernu, ce sera seulement s'il estime qu'il n'a pas vendu assez d'armes...

Toutes ces petites nuances feront au moins un sujet de conversation pour la prochaine réunion de l'Internationale socialiste.

Jacques FONTENOY